

NE PAS

L'INTERNATIONALE LA PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS

PLIER

L'association Ne pas plier met en œuvre mots et images, paroles et pensées, pour agir là où elle rencontre l'urgence humaine. Elle se place sur le terrain des conflits sociaux et de l'éducation populaire. Elle propose des formes à donner aux luttes politiques aujourd'hui. Ne pas plier rassemble ceux qui, pour exister, résistent aux discours dominants et puisent dans l'utopie un autre regard.

Longtemps nous nous sommes pliés aux exigences de ceux qui, nous le croyions, représentaient le Peuple. Nous luttions au côté des partis, des syndicats qui allaient changer la vie. Leur légitimité, leur doctrine, leur histoire étaient autant de garanties qui leur donnaient, pensions-nous, le droit de nous interroger aux bons moments sur les bons sujets. Leurs structures nous assuraient la diffusion des images que nous inventions pour eux, avec eux.

PETIT A PETIT

Au tournant des années quatre-vingt, nous avons constaté que nous n'étions plus interrogés sur les souffrances et les luttes qui nous paraissaient essentielles. Au bout de ce siècle abominable, nos interlocuteurs institutionnalisés, effrayés

des conséquences de leurs rêves brisés ne songeaient plus qu'à aménager les effets d'un capitalisme revigoré d'être laissé seul représentant de la liberté. Nos urgences avaient cessé d'être leurs urgences. C'est alors que nous avons choisi de travailler directement avec celles et ceux dont les luttes nous semblaient dignes d'être immédiatement soutenues.

Les détenteurs des pouvoirs et leurs cohortes de domestiques se tiennent à distance des mondes qu'ils ont renoncé à changer. Effarés des désastres provoqués par les idées et les rêves de leurs prédécesseurs trop "engagés". Anciens embrigadés, ils tiennent l'engagement pour un archaïsme. Nous croyons aujourd'hui qu'il est, au contraire, indispensable de se rapprocher des espoirs et des misères. On peut donner des formes aux luttes. Les utopies sont les sources qui nous permettent

BARCELONE, 28 OCTOBRE 2000 - Un atelier d'artistes "activistes" internationaux, a été organisé par le collectif la Fiambrera Obrera avec le soutien du Musée d'Art Contemporain. Il y a été distribué 500 exemplaires d'un tract-journal de l'Apels, traduit en espagnol. Avec l'Apels, Ne pas plier est allé témoigner des luttes en France et s'informer sur le chômage et la précarité en Espagne. Ne pas plier a rencontré des associatifs de quartier faisant de l'éducation populaire, des militants de la CGT espagnole qui ont participé aux Marches européennes contre le chômage. Ne pas plier et l'Apels ont manifesté sur la Plaça Catalunya au centre de Barcelone, avec des sans-papiers, sans travail et sans logis, mais pas sans espoir et amitié.

photo Léonardo Divrio



d'imaginer les moyens de transformer les réalités. C'est à partir d'un quotidien mis en commun que nous pensons la politique. Nous croyons qu'à la mondialisation, il faut répondre par un nouvel internationalisme.

Car nous sommes mondialistes, mais contre "leur" mondialisation. Nous recherchons des convergences et des passerelles entre les questions du quotidien, de l'urgence, de la pauvreté, dans chacune des proximités et des perspectives communes à ouvrir contre un capitalisme partout présent sur la planète. Échanger les mots, mettre en débat les idées pour en produire d'autres, pour que naissent de nouveaux désirs de créer... Partager les connaissances pour mieux agir sur le terrain des luttes collectives, travailler les formes et les images pour contribuer à un nouvel imaginaire démocratique... Ainsi sont nés, ainsi se poursuivent le rêve et les actes de Ne pas plier.

Des travailleurs sociaux, des chercheurs, des artistes, des militants associatifs, des étudiants se regroupent régulièrement autour de trois thèmes de réflexion : **"Réinventer l'éducation populaire"**, **"Les formes de l'engagement"** et **"Les Réseaux translocaux"**. La volonté de porter ces débats d'idées et ces échanges d'expériences loin des contraintes et des cérémonies habituellement déployées pour faire sérieux nous a conduit à baptiser ces rencontres du beau nom de Festival.

JOYEUX BORDEL

Qu'est-ce qui pousse Ne pas plier à revenir interroger les mêmes questions, à explorer les mêmes thèmes, deux ans après avoir commencé à ouvrir quelques pistes à Échirolles? Nous pensons qu'il faut poursuivre ce même questionnement angoissé et heureux qui nous a conduit entre temps à Barcelone et à Québec. Un joyeux bordel et une belle inquiétude : des propositions qui ressembleraient à des certitudes en construction et des doutes, des colères, fortes de leur désespoir.

Nos trois interrogations se sont poursuivies dans les dialogues et les rencontres : Comment se réunir pour lutter et avec quels outils (formes de l'engagement)? Comment résister, exister par un savoir affranchi des dominations marchandes, libéré des obligations fonctionnelles (éducation populaire)? Comment soutenir, sans qu'ils abandonnent leurs singularités, les multiples petits mouvements qui se dressent partout contre les nouvelles forces massives et généralisées du capitalisme (réseaux translocaux)?

IL Y A FORME ET FORME

Bien sûr ces trois questions sont intimement liées. Seule la nécessité d'organiser la réflexion et le débat conduit à les scinder.

Le festival est ce moment où tout ce qui a nourri le débat vient se remettre en jeu, toutes les paroles échangées, tous les textes écrits, toutes les images produites... Il faut un effort pour en extraire ce qui va relancer les discussions. Où en sommes-nous de ces trois interrogations?

La question des formes de l'engagement est probablement celle qui a le plus évolué. À l'origine, les pratiques qui se regroupaient au sein de Ne pas plier conduisaient à accorder au mot "forme" son acception la plus expressionniste. Il s'agissait de concevoir les mots et les images qui viendraient se porter au niveau de la richesse des thèmes. Nous constatons que les praticiens et les théoriciens délaissaient le terrain des luttes et que les organisations traditionnelles ne faisaient plus appel, quand elles ne les tenaient pas en suspicion, aux productions et aux producteurs qu'elles savaient ne pas maîtriser. Une bonne dose de populisme matinée d'anti-intellectualisme était "théorisée" pour séparer les luttes des inventions formelles.

Cette situation conduisait à "organiser" une scandaleuse pauvreté des expressions, érigée en une insupportable vertu. *La misère des signes venait bien s'ajouter aux signes de la misère.* Combattre cette résignation, c'est affronter la nécessité pour les faiseurs de signes, les producteurs et les acteurs eux-mêmes, de partager savoirs et savoirs faire nécessaires à la production de signes "riches", c'est-à-dire complexes. Il faut constamment être attentif à la fluidité de cet échange des pouvoirs. Pourtant un obstacle se révélait sans cesse grandissant au fur et à mesure que se poursuivaient les expériences et les actions de Ne pas plier : **les questions de la diffusion.**

ESTHÉTIQUE ET POLITIQUE

Peu à peu, une autre acception du mot "forme" est venue compléter puis dépasser la première. La forme de l'organisation, les manières d'être ensemble pour produire de la politique s'imposaient comme des nécessités supérieures, sinon préalables aux exigences esthétiques. Nos travaux sur la diffusion des signes, sur leur mise en situation, nous paraissent au moins aussi importants que nos recherches sur les expressions et les signes. L'engagement doit

imaginer de nouveaux systèmes de rapports entre les personnes et les groupes de personnes. Les inventions du XIX^e siècle, la “forme-parti”, la “forme-syndicat”, la “forme-association” doivent être radicalement revisités si l’on veut contribuer à changer le monde. Nous en sommes au stade où il est vraisemblable que la question se pose d’un aller-retour constant entre ces deux acceptions : **esthétique et politique**. La question de l’éducation paraissait, encore plus centrale. L’évolution rapide du désengagement de l’État républicain, son retrait de terrains qui paraissent, il y a encore peu, les plus incontestés obligent à une vigilance accrue, imposent un nouvel effort de critique et d’imagination. La dégradation accélérée de l’éducation, sa privatisation généralisée en cours, confèrent plus d’acuité à nos interrogations. Il nous faut intégrer les conséquences de ce double mouvement politique et technique qui met les nouveaux outils au service de la marchandisation des pédagogies.

Enfin, la vie se charge de démontrer la pertinence d’une interrogation sur les réseaux. Ne pas plier constate, comme beaucoup d’autres, la nécessité croissante de combiner sans cesse l’action locale et la pensée globale. Entre l’Observatoire de la Ville, les Chemins de Randonnée Urbains organisés à Ivry-sur-Seine et les rencontres de Barcelone, Prague, Québec ou Stuttgart, c’est une sorte de mouvement respiratoire indispensable qui s’est mis en place. Pour agir sur les plus grandes proximités et sur les urgences les plus rapprochées, il faut que les expériences les plus lointaines viennent apporter leur contribution.

ON-Y-VA

Nous sommes au début d’un mouvement qui perçoit l’existence de communautés d’intérêts au moment où il découvre l’inaliénable singularité de chaque recherche. Comment réunir sans dissoudre ? La mise en réseaux doit trouver ses formes et ses moyens si elle veut dépasser le stade nécessaire mais insuffisant de l’échange d’information. Si tous redoutent la reproduction des excès des anciennes organisations, chacun peut souhaiter une amélioration significative des forces encore trop fragmentées pour pouvoir peser sur les destins qu’elles veulent toutes transformer. Il n’y aura pas trop d’un nouveau festival pour que, sur tous ces points, nos pensées progressent, avec plaisir.

IVRY, ÉTÉ 2001

BONJOUR C’EST NOUS

Le Festival pour ne pas plier existe depuis 1999. En août de cette année, les premières conversations préalables ont eu lieu dans notre local d’Ivry-sur-Seine organisées par Gérard Paris-Clavel (graphiste) et Brian Holmes (écrivain) avec la participation de : Luc Carton, (philosophe) Belgique / Jean-Pierre Grunfeld (sémiologue urbain) France / Mustapha et Hakim Amokrane, Magyd et Tayeb Cherif, Rémi Sanchez (Tactikollectif) France / Ramdane Hakem (économiste) Algérie / Nathalie Magnan (vidéaste) France / Ivana Moncilovic (dramaturge) Yougoslavie / Antonio Ugidos (psychologue) France / Philippe Villechalane et Malika Zédiri (Apeis) France.

En novembre 1999, le premier festival c’est déroulé à La Rampe d’Échirolles (Région Rhône-Alpes) autour de trois débats présentés par André Benedetto (acteur, metteur en scène) avec : Brise Glace (association d’artistes) France / Jordi Claramonte (artiste, Fiambrera Obrera) Espagne / Jean-Pierre Grunfeld / Ramdane Hakem / John Jordan (artiste, Reclaim the streets) Angleterre / Franck Lepage (Fédération des MJC) France / Ivana Moncilovic / Philippe Villechalane et Malika Zédiri / Claudus Zulian (artiste) Espagne.

En avril 2001, nous sommes partis à Québec à l’occasion du Sommet des Amériques (ZLEA) pour faire une exposition à la galerie Le Lieu - centre d’art actuel - puis à Montréal où nous avons travaillé à la préparation du deuxième Festival pour ne pas plier avec Djordje Balmazovic (graphiste, Skart) Yougoslavie / Isabel de Bary (Ne pas plier) France / Jean-Pierre Boyer (CRIP, Université du Québec à Montréal) / Patrick Carde (graphiste, Ciné Bicicleta) France / Jordi Claramonte, Oriol Marti, Leo Martin, Miguel-Angel Ramos (graphiste, les Agencies) Espagne / Tony Credland (graphiste, Cactus network) Angleterre / Patrick Gimond

(Apeis) France / Gérald Goarnisson (Ophlm, Ne pas plier) France / Paulette Intahavisay (informaticienne) France / Cécile Gras et Pascal Humbert (graphiste, l’atelier des Arpètes) France / Joe Hetzel (graphiste) Allemagne / Brian Holmes, États-Unis / John Jordan / Meyer (photographe, Tendence Floue) France / Ivana Moncilovic / Gérard Paris-Clavel / Nathalie Perreault et Richard Martel (performeurs, Le Lieu, centre d’art actuel) Québec / Franck Poupeau (sociologue, Raisons d’agir) France / Jean-Claude Saint-Hilaire (performeur, Le Lieu, centre d’art actuel) / Lydia Sharman (professeur, Université Concordia) Canada / Philippe Villechalane (Apeis, Ne pas plier).

Le deuxième Festival pour ne pas plier aura lieu les 12 et 13 octobre 2001 à Ivry-sur-Seine avec le soutien de la ville d’Ivry-sur-Seine, du ministère de la jeunesse et des sports – direction de la jeunesse et de la vie associative, la Caisse des dépôts et de consignations. Merci à toutes les personnes ayant aidé, accompagné cette aventure. Et plus particulièrement à : Hélène Bissière, Justine Fournier, Gérald Goarnisson, Jean-Baptiste Joli, Amina El Kouraychi, Bruno Lavaux, Sylvain Magulies, Gilles Paté, Jean-Christophe Poutard, Angela Terrail, Manu Viguier, Thierry Vincent,...

Cette brochure est publiée par l’association Ne pas plier sous la direction d’Isabel de Bary, Jean-Pierre Grunfeld, Gérard Paris-Clavel, Franck Poupeau et Philippe Villechalane. Les paroles, textes et images sont une collecte du travail de ces trois dernières années. Réalisation de la maquette : Barbarella Aubry Impression : IPA Patoux copyright 2001. Ne pas plier ISBN 2-910463-21-4

Association Ne pas plier
BP 3 – 94200 Ivry-sur-Seine
France

IVRY-SUR-SEINE, 21 OCTOBRE 2001 – Les CRU (Chemins de Randonnée Urbains) proposent depuis plusieurs années de comprendre la ville : le CRU de la crue, le CRU du chômage, le CRU des enfants, le CRU à croquer, ReCru des sens... invitent les habitants-citadins à *"mettre de l'histoire dans leur géographie"*. Ces questionnements, les préoccupations politiques, poétiques et artistiques, suscitent travaux et débats avant, pendant et après. Ils interrogent l'intimité, et les pratiques de chacun. "Le Cru de l'amical" parcourait les différentes cités HLM d'Ivry-sur-Seine à la rencontre des amicales de locataires, afin de créer des liens entre les habitants, d'interroger leurs rapports aux voisins, aux propriétaires, aux élus municipaux, et de rappeler ainsi l'appartenance à une collectivité.

photo Gérald Goarmisson



QUÉBEC 24 AVRIL 2001 - L'Épicerie d'art frais c'est des affiches, des cartes, des recueils de paroles, des autocollants, des rubans adhésifs, mais aussi des livres et des photocopies. Ces éléments sont offerts à l'interprétation et à l'appropriation de chaque utilisateur. Ne pas plier a emmené à Québec 232,2 kg de matériel, diffusé lors des manifestations contre la ZLEA (Zone de libre échange des Amériques) à partir de la Galerie le Lieu - centre d'art actuel. Au fur et à mesure les "œuvres" de la galerie disparaissent, avant de réapparaître dans la rue, tissant des rapports humains nouveaux. Ne pas plier a organisé ce voyage avec des militants et des chercheurs de différentes nationalités, allemands, anglais, belges, espagnols, français, yougoslaves. Cela a permis de fortifier le réseau dans une action internationale. Ensuite, à Montréal, nous avons évalué ensemble les formes de nos luttes.

Photo Gérald Goarnisson



PHILIPPE – On avance dans l'échange, dans les rencontres entre le milieu populaire, les ouvriers, les travailleurs et les artistes. Il faut, avant toute chose, se connaître pour ensuite dépasser les idées reçues et appréhender les difficultés des positions de chacun. Personne ne détient la vérité, ça se saurait...

Montréal, avril 2001

FRANCK L – On est dans une situation où il faut réinventer un rapport au politique qui passe par nous. Tout notre problème aujourd'hui, c'est d'arriver à libérer cette intelligence politique.

Échirolles, novembre 1999

PATRICK – *Dans les mouvements de chômeurs ce n'est pas rare que les gens pleurent. Ce sont des larmes saines parce qu'elles brisent une forme de confidentialité. Ça peut être le début de quelque chose. Ils ont tellement perdu espoir, ils ont tellement honte qu'ils ne craquent pas dans les services sociaux. Ils craquent à l'Apeis. Il y a un début de confiance dans quelque chose, un réamorçage. Ils livrent ces larmes-là à quelqu'un qui commence à dire quelque chose de son mal-vivre. Il faut respecter ce temps-là, c'est un premier passage.*

Montréal, avril 2001

GÉRARD – Dans cette galère, il y a quelque chose qui est autant de l'amour que de la solidarité. Bien écouter c'est donner conscience de sa propre parole à l'autre. Ça, c'est une énergie formidable. Les chômeurs, ce n'est pas une avant-garde de la pensée, c'est une avant-garde de situation.

Ivry, juillet 2001

IVANA – Dans les grandes assemblées que j'ai pu voir à Québec, j'ai eu l'impression d'être dans un spectacle. C'est une situation très politique. Je ne pense pas que les situations massives, globales soient superflues : elles ouvrent de nouveaux horizons politiques.

Le capital n'a pas de prise sur la camaraderie, l'amitié et la joie. S'il y a une image de joie qui se dégage dans les premiers rangs, c'est déjà ça.

FRANCK P – Je ne suis pas contre les procédés et les moyens festifs dans les luttes, au contraire. Ce sont des jeunes, ils viennent là pour faire la fête, mais, dans cinq ans, 70 % ne seront plus là. Ce que je reproche à notre lutte d'anti-mondialisation, c'est qu'on prend la remorque. On ne fait pas de travail de fond. Je pense qu'il y a quelque chose d'un peu vicieux dans notre rapport aux médias, dans notre rapport aux luttes. Je sais que j'irai au prochain rassemblement, tout en souhaitant ne pas y aller.

MIGUEL-ANGEL – Ça m'emmerde de parler tout le temps de la violence pour une manifestation qui n'était réellement violente ni du côté des manifestants, ni du côté des policiers. Ce qui est vraiment violent c'est l'activité du sommet d'un point de vue général. Ce qui a été violent c'est de couper en morceaux la ville et d'en interdire l'accès. Ce qui est violent ce n'est pas de jeter des pierres, c'est d'être rejetés de la ville.

Montréal, avril 2001

RAMDANE – Les choses qui nous tombent sur le crâne ont des causes, des racines qui sont très éloignées. Si l'Amérique tousse, l'Afrique est prise de fièvre.

Ivry, août 1999

PATRICK – *Nous, on essaie de libérer la parole. Quand on est chômeur, quand on est exclu, on est privé de parole. Ce dont souffrent les chômeurs, c'est de ne pas avoir la possibilité d'être des citoyens à part entière. Nous sommes catalogués, montrés du doigt. Nous sommes considérés comme des numéros de dossiers, des statistiques que l'on fait rentrer dans des camemberts. Notre action est de redonner la parole, en créant des espaces afin que les gens puissent dire quelque chose de leur souffrance, de leur mal-vivre, de leur colère.*

Les possédants cultivent la honte, la culpabilisation. Quand un chômeur français ne fait pas assez preuve de sa bonne foi concernant ses recherches d'emploi, il est radié de l'Anpe, il est radié des Assedics, il n'a plus aucune indemnisation. Tout cela est fait pour maintenir dans la honte, dans la peur, dans la culpabilisation. Tant qu'ils ont peur, tant qu'ils sont coupables, les gens se replient sur eux-mêmes. Les gens s'isolent. Alors on a trouvé comme premier slogan : "Plus jamais seul".

Montréal, avril 2001

JEAN-PIERRE B. – À Québec le jour de la manif, j'ai donné à mille personnes le sticker "Utopiste debout". C'est dans la relation qu'on établit des choses, en disant aux gens : "je t'ai reconnu comme utopiste" ou : "tu es démasqué comme utopiste". Ce qui m'intéresse, c'est ce qui se passe entre les gens au travers des images.

BRIAN – La diffusion du masque était très proche de l'expérience racontée par Jean-Pierre. Les masques ont été fabriqués à la main en impliquant beaucoup de personnes. Mais c'est vrai, la forme est liée au carnaval et à la violence policière. À Québec, les gens avaient un besoin affectif de toucher la violence de l'État et des grandes multinationales, de connaître cette violence dans leur corps. Ils sont allés s'informer de la condition du monde d'aujourd'hui par ce moyen. Je pense que cette expérience personnelle a été essentielle dans le développement du mouvement contre la mondialisation libérale. C'est un paradoxe avec lequel il faut travailler.

Montréal, avril 2001

PHILIPPE – Est-ce que l'objectif, c'est de renverser le capitalisme et d'instaurer d'autres rapports entre les gens, ou simplement de foutre la merde pour que les chefs d'État prennent une demi-heure de retard pendant les grands sommets internationaux ?

Ivry, juillet 2001

PRAGUE, 26 SEPTEMBRE 2000 – Quand les sociétés transnationales privatisent les expressions et les idées, chiffrent tous les aspects de l'existence humaine, et ravalent la vie elle-même au rang d'une marchandise, la gratuité de l'acte culturel révèle plus que jamais sa force politique. Devant la Banque mondiale et le FMI – représentés ici par leur police – cinq mille autocollants en plusieurs langues ont été diffusés. Ils ont été conçus avec le groupe yougoslave Skart, les Belges de Emigrative art, Reclaim the Streets de Londres, et des artistes français, dans le cadre d'une résidence à l'Akademie Schloss Solitude à Stuttgart. Pour dire que l'avenir de la planète ne sera pas hypothéqué – qu'il est "hors de prix".

photomontage Meyer / Paris-Clavel



PARIS, 11 OCTOBRE 1997 - « *Je ne sais pas quoi faire, mais je vais le faire* ». Une des premières des solidarités consiste à comprendre. Ne pas plier, saisi par l'urgence du drame algérien, a organisé des rassemblements de soutien plusieurs samedi, place du Châtelet. Un mouvement a débuté, mais il a du mal à se constituer

photo Marc Pataut



GÉRALD – Mon travail est de m’occuper d’un atelier dont la mission est de remettre en état des appartements. On est dans une ville très urbanisée. L’Office HLM d’Ivry représente environ 6 000 logements. Je me suis aperçu que personne ne venait nous voir. J’ai décidé de faire rentrer la culture dans cet atelier en organisant des expositions à l’intérieur de la cour. Elle est très privée, personne ne rentre. Ces expositions font venir des gens qui n’ont pas l’habitude d’aller dans ces lieux et de discuter avec les ouvriers. Pourquoi les ouvriers n’iraient-ils pas un jour dans une galerie? Pour y arriver, il faut qu’on s’intéresse à eux. Je me suis confronté au refus des ouvriers d’accepter qu’un bout de bois tordu pouvait être une œuvre et à la réticence des intellectuels de reconnaître que ce travail est un vrai travail d’artiste et non pas de l’ouvrierisme. Notre atelier est reconnu comme un lieu où il peut se passer quelque chose et ça dure depuis 11 ans.

Montréal, avril 2001

PHILIPPE – *Nous devons faire les choses ensemble, jamais pour les autres. Nous voulons les faire avec les gens les plus fragiles, avec les gens les plus pauvres, avec les gens les plus précaires. Pas pour les plus fragiles, les plus pauvres ou les plus précaires. La question de fond est de savoir d’où l’on parle et avec qui.*

Montréal, avril 2001

FRANCK L – Quand vous êtes une femme, jeune, issue de l’immigration, vous cumulez trois handicaps. Pour peu que vous n’ayez pas de diplômes, vous en cumulez quatre. Vous n’avez en principe aucune chance, à partir de maintenant, d’avoir une quelconque place dans ce qu’on appelle poliment le processus de production. C’est-à-dire que vous ne participerez pas à produire cette société, en tout cas pas dans le travail. Vingt-cinq pour cent des enfants qui naissent actuellement en France n’auront jamais de travail, ce n’est pas moi qui le dis, c’est l’Insee.

Échirolles, novembre 1999

PATRICK – *Je me pose une question : pourquoi ma présence au Québec est utile? En quoi ça peut être utile pour mon combat personnel, pour l’association que je suis censé représenter, une association de chômeurs? Je crois que ces temps d’évocation sont importants. Cela permet d’avoir du recul par rapport aux actions que l’on peut mener au quotidien. On est tellement pris dans l’urgence des situations qu’on manque de temps. On manque de moyens aussi pour avoir une vue d’ensemble. Notre venue à Québec nous permet de voir que la vérité n’existe pas qu’à un endroit. On a tous quelque part un bout de vérité. C’est dans la mise en commun des réflexions, des outils, des échanges qu’on va pouvoir s’en sortir. Nous, on a l’habitude de dire que le premier pas vers une autre société, c’est le refus de l’inacceptable. Il y a un effort considérable de construction commune à faire, en se servant de fondations essentielles, telles que la solidarité et la fraternité, des fondations que nous avons et que nos adversaires n’ont pas.*

Montréal, avril 2001

GÉRARD – Le réseau sera d’autant plus universel qu’il sera intime. Travailler sur l’intime et sur le voisinage, travailler sur le quartier, c’est absolument nécessaire si on veut travailler sur le monde. Le monde ne peut pas se passer du quartier. Les mouvements qui travaillent l’international en ne causant pas à leurs voisins font une erreur. C’est une contradiction totale.

Échirolles, novembre 1999

PHILIPPE – **On nous offre quelque chose, c’est au mieux un cadeau, au pire de la charité, mais jamais on ne donne de droits.**

Barcelone, octobre 2000

RAMDANE – Comment ce problème de réseau doit-il s’intégrer dans des problèmes qui paraissent très éloignés les uns des autres mais qui sont liés? Je veux dire que le problème de l’Algérie, le problème du chômage, etc.,

ces questions qui paraissent éloignées sont en fait liées les unes aux autres. Peut-être que la construction d’un réseau est une issue ou un début d’issue aux difficultés que nous rencontrons.

Échirolles, novembre 1999

PAULETTE – Je ne suis ni artiste, ni intellectuelle et j’ai cru longtemps que c’était un inconvénient. Finalement je m’aperçois que c’est presque un avantage. Dans tout ce qui est code d’images, ce qui m’interpelle, c’est que pendant la manifestation, il y avait trois couleurs, les méchants étaient en noir, les autres en orange. Il y avait une sorte de trois grands fleuves... Après, on parle de couleurs, de foulards, mais quand on commence à distribuer des foulards, il faut que les gens soient dans la rue. Qu’est-ce qui fait que les gens viennent?

Montréal, avril 2001

FRANCK L. – **Voilà la nécessité de l’éducation populaire : rendre les individus critiques par rapport aux dispositifs et aux processus qui les oppriment, renommer les choses, exprimer et créer du conflit.**

Échirolles, novembre 1999

GÉRALD – *L’office HLM d’Ivry est associé avec Ne pas plier pour l’Observatoire de la ville. C’est très important, c’est la première fois qu’une association et une administration font un partenariat pour la réalisation d’un projet. L’intérêt, c’est de pouvoir enfin communiquer avec les enfants de 7 à 12 ans qui sont écartés de la discussion sur la question de leur ville. Là, on aborde les problèmes qu’ils ont dans leur cité, comment ils voient la dégradation qui s’y produit, comment ils vivent tout cela.*

ISABEL – *Je m’aperçois au bout de 3, 4 ans que l’intérêt de l’Observatoire est dans la durée. Des acteurs de la ville viennent régulièrement, ils s’inscrivent dans le temps, entament des relations et commencent à avoir des exigences. Qu’est-ce qu’on en apprend? Que cela donne le désir d’évoluer. C’est ça le processus qui est mis en place.*

Échirolles, novembre 1999

FRANCK L – Comment renforcer des convergences pour être efficace? On voit souvent les choses à partir de l'endroit où l'on est et aujourd'hui, il y a un manque total de perspectives ou d'alternatives politiques. Les relais politiques institutionnels se font rares, personne ne fournit les instruments de lisibilité nécessaires au changement.

Montréal, avril 2001

GÉRARD – *Les nouvelles technologies nous posent le problème de la rapidité, du rapport au temps. Nos sociétés travaillent de plus en plus dans "l'immédiateté". Le temps est arrêté sur un présent qui n'a pas de passé. C'est ce que le temps médiatique veut nous faire croire. Il est urgent de prendre le temps, pour ne pas céder au rythme médiatique, de travailler la vitesse sur le temps social réel.*

Échirolles, novembre 1999

JOHN – Quelqu'un qui intervient sur une situation internationale peut faire un pont avec les réseaux locaux. On peut faire des ponts que les groupes locaux ne peuvent pas faire parce qu'on est en dehors, on est entre les choses.

ISABEL – Le réseau, c'est ce qui ouvre à l'éducation, à la mobilisation, à la lutte. Par contre Internet demande à maîtriser l'écriture, or l'accès à l'écriture n'est pas donné à tout le monde.

Montréal, avril 2001

GÉRARD – **On était dépassés par le drame algérien, ça débordait notre capacité à l'aide. On a organisé ces manifestations « Je ne sais pas quoi faire, mais je vais le faire ». On a permis à des gens de se rencontrer. On a créé un espace pour que la démocratie s'exerce. Et cet espace était public.**

Ivry, octobre 1999

IVANA – On a franchi cette sensation de solitude, on avait des problèmes que l'on partage avec certaines personnes

qui ont parlé ici. On est des minimisés, on est des gens sans papiers, on est aussi des gens qui n'appartiennent plus au ghetto artistique, parce qu'on a compris finalement qu'on doit aussi accompagner les luttes dans le pays où l'on est. Aujourd'hui, notre intervention c'est de vous dire que nous sommes très contents d'être ici. C'est tout à fait ce qu'on ressent en échangeant avec Ramdam. C'est une belle amitié qui s'est créée entre nous. Ça c'est très important, et en même temps ce qui est important aussi pour nous, c'est d'échanger avec vous qui avez un autre modèle de société

Échirolles, novembre 1999

PHILIPPE – *Dans les manifestations où l'on a des confrontations un peu violentes avec les forces de police, il faut qu'on fasse attention à la manipulation. Quand nos associations de chômeurs, ou de lutte contre les exclusions, ou de sans-logements manifestent, c'est à nous de savoir, avec eux, jusqu'où on peut aller, mais on tombe parfois sur des gens qui poussent derrière à la confrontation physique. Quand les gens qui n'ont rien à perdre se laissent malheureusement convaincre de la bataille physique, ceux qui ont poussé ne sont plus là, et les pauvres on ne les arrête pas comme ça une fois que c'est parti. Il faut qu'on ait en permanence cette prise de responsabilité de ce que ça représente.*

Montréal, avril 2001

PASCAL – Je suis venu à Québec essentiellement pour mesurer le fossé qu'il y a entre une certaine réalité de nos désirs et une forme de manipulation médiatique, une trahison à la fois des médias et de la politique que l'on connaissait. Mais c'est toujours bien de le voir de l'intérieur. Je suis assez intéressé par la mondialisation des luttes avec l'idée de respecter une forme de particularité locale. Je me reconnais pas mal dans le slogan: « Tous égaux, mais tous différents ».

Montréal, avril 2001

GÉRARD – Comprendre des sujets d'urgence humaine demande du temps. Il est nécessaire de se donner les moyens d'appréhender leurs complexités et du désir pour mieux les affronter, en travaillant nos solidarités comme une recherche fondamentale, comme un mode de vie dans les luttes. C'est au sein du conflit politique que l'éducation populaire peut le mieux se transformer en acquis culturel et social. Comprendre des sujets d'urgence humaine est bien la première des solidarités.

Montréal, avril 2001

JOHN – **Nous ne sommes pas une association. On nous appelle une désorganisation.**

Échirolles, novembre 1999

FRANCK P. – Comment travailler ensemble entre intellectuels et militants sur un masque ou une affiche qui soit 10 fois plus puissante que l'article que je vais écrire? Qu'est-ce qu'il faut faire pour faire passer autrement tout ce qu'on sait? En face, ça fait 40 ans que le libéralisme s'est édifié progressivement en prenant le contrôle des universitaires, des médias politiques, des groupes de diffusion intellectuels qui se sont déployés et qui donnent cette emprise totale. Une forme artistique m'interpelle si elle arrive à casser un certain nombre de stéréotypes. La dimension festive me paraît extrêmement importante surtout au niveau des jeunes, ce n'est pas forcément de l'éducation politique, mais une éducation militante. Comment bosser mieux ensemble.

Montréal, avril 2001

TONY – *Je parle des gens qui se déplacent en avion autour du monde, en fait, il n'y a pas beaucoup de gens qui font ça. Il y a eu beaucoup de débats au sein de l'action mondiale des peuples, qui est un réseau contre le néolibéralisme dont Reclaim the Street fait partie. Il faut apprendre vite et ramener tout cela au sein de nos propres régions.*

Montréal, avril 2001

PARIS, 16 OCTOBRE 1999 - Les Chômeurs de l'Apeis se sont emparés de cette mise en scène du chariot vide pour protester symboliquement contre l'absence ou l'insuffisance des allocations. Parce que la France est riche, parce qu'elle est démocratique, parce que nous avons un gouvernement de gauche, parce que... Parce que nous demandons non pas la charité mais la justice. Justice sociale pour ceux qui vivent terrorisés dans l'attente d'être expulsés, pour ceux qui sont à la rue, pour toutes les victimes de la dégressivité des allocations chômages. Justice sociale pour tous ceux qui n'auront jamais de stock-options ! **EXISTENCE!** - est le journal de l'Apeis, qui donne et porte la parole des chômeurs, qui témoigne de leurs luttes, de leurs vies, de leurs solidarités et de leurs rêves. Ne pas plier rassemble les énergies et compétences militantes (graphistes, journalistes, journalistes...) pour porter la qualité des formes à la hauteur des situations.

photo Meyer





Il faut vivre, cher mineur, ça ne sert à rien rester, même si ça ne change rien, ça empêche que « ça » ne change rien.

RUBRIQUE JURIDIQUE

par Christiane Girard

Question de droit de l'impôt
 Les salariés ont le droit de bénéficier de la déduction de la part de l'impôt sur le revenu qui est affectée à la recherche d'emploi. Cette déduction est égale à 10% du montant de l'impôt sur le revenu qui est affecté à la recherche d'emploi. Elle est soumise à certaines conditions. Elle est soumise à la condition que le salarié ait travaillé au moins 10 jours pendant l'année précédente. Elle est soumise à la condition que le salarié ait travaillé au moins 10 jours pendant l'année précédente. Elle est soumise à la condition que le salarié ait travaillé au moins 10 jours pendant l'année précédente.

Question de droit de l'impôt
 Les salariés ont le droit de bénéficier de la déduction de la part de l'impôt sur le revenu qui est affectée à la recherche d'emploi. Cette déduction est égale à 10% du montant de l'impôt sur le revenu qui est affecté à la recherche d'emploi. Elle est soumise à certaines conditions. Elle est soumise à la condition que le salarié ait travaillé au moins 10 jours pendant l'année précédente. Elle est soumise à la condition que le salarié ait travaillé au moins 10 jours pendant l'année précédente.

TRAVAIL & TEMPS PARTIEL

Attention aux arnaques!

Les agences de recrutement ont le droit de demander des renseignements sur le candidat. Elles ont le droit de demander des renseignements sur le candidat. Elles ont le droit de demander des renseignements sur le candidat. Elles ont le droit de demander des renseignements sur le candidat. Elles ont le droit de demander des renseignements sur le candidat.

Comment calculer l'allocation?
 L'allocation est calculée sur la base du montant de l'indemnité journalière. Elle est soumise à certaines conditions. Elle est soumise à la condition que le salarié ait travaillé au moins 10 jours pendant l'année précédente. Elle est soumise à la condition que le salarié ait travaillé au moins 10 jours pendant l'année précédente.

Solidarité énergie N° vert 08 00 65 03 09



Des zones de non-droits

Unedic et Assedic

Des zones de non-droits

Les zones de non-droits sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits.

Chaque mois
 Les zones de non-droits sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits.

- Existence!

N° 9-10 10€ 300€ pour Association Pour l'Emploi l'Information et la Solidarité des chômeurs et des précaires



Le partage des richesses. Conditions de travail et de vie.

LES AFFAMEURS

Mensuel au quotidien

Les affameurs sont des personnes qui ne peuvent pas accéder à certains services. Ils sont des personnes qui ne peuvent pas accéder à certains services. Ils sont des personnes qui ne peuvent pas accéder à certains services. Ils sont des personnes qui ne peuvent pas accéder à certains services.

LES CHÔMEURS EXIGENT DES DROITS
LES PATRONS NE FERONT PAS LA LOI



Stains, le 13 janvier 2000

Les zones de non-droits sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits.

LES CHÔMEURS EXIGENT DES DROITS
LES PATRONS NE FERONT PAS LA LOI

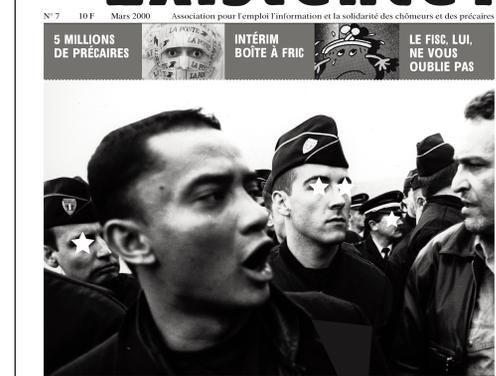
FRATERNITE

La réunion nationale de l'Apais des 18 et 19 janvier contre la sauvegarde du patronat

La réunion nationale de l'Apais des 18 et 19 janvier contre la sauvegarde du patronat. Elle est une réunion nationale de l'Apais des 18 et 19 janvier contre la sauvegarde du patronat. Elle est une réunion nationale de l'Apais des 18 et 19 janvier contre la sauvegarde du patronat.

- Existence!

N° 7 10€ Mars 2000 Association pour l'Emploi l'Information et la Solidarité des chômeurs et des précaires



Envie d'écrire...

L'ARROGANCE

Le patronat montre ses crocs, il verra les nôtres!

Le patronat montre ses crocs, il verra les nôtres! Les zones de non-droits sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits. Elles sont des zones où les salariés ne bénéficient pas de certains droits.

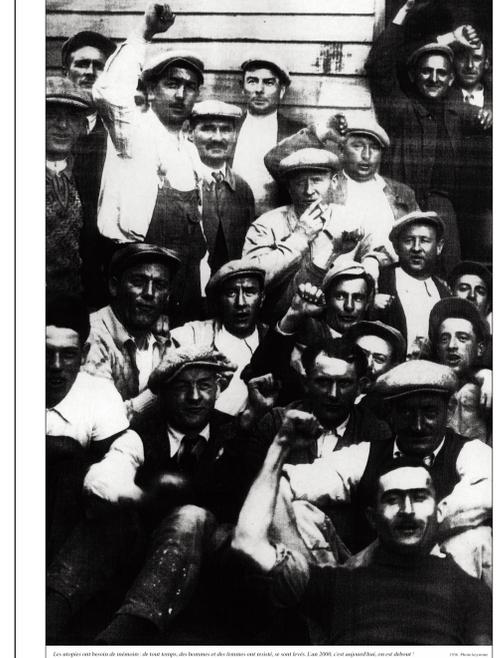
5 MILLIONS DE PRÉCAIRES
INTERIM BOITE À FRIC
LE FIS, LUI, NE VOUS OUBLIE PAS



Adapté avec l'autorisation de l'Association pour l'Emploi l'Information et la Solidarité des chômeurs et des précaires.



Après la réunion, la réunion se poursuit.



Les ateliers ont permis de discuter de nos problèmes et de trouver des solutions.

QUÉBEC, 23 AVRIL 2001 - Dans l'exposition à la Galerie d'art actuel Le Lieu, Ne pas plier a essayé de rendre compte de l'actualité des médias indépendants. Indymedia est un réseau mondial de sites internet, géré collectivement, diffusant de l'information sur les journées d'actions mondiales mais aussi sur des événements politiques locaux. C'est un mouvement participatif qui cherche à redéfinir et à démocratiser les médias, à l'écart de toutes pressions exercées par les grandes sociétés de communication. Les militants d'Indymédia offrent au public la possibilité de diffuser massivement des reportages sur leurs actions et leurs luttes; les médias commerciaux ignorent les gens dans la rue, Indymédia leur donne la parole. Pour s'informer, publier, s'engager, aller à: <<<http://www.indymedia.org>>>.

photo Meyer



JOHN – Ce qui m'intéresse, c'est d'avoir un art qui ne soit pas un art de représentation, c'est de travailler dans la lutte où l'on regarde la lutte comme projet d'art. Pour moi, la seule définition de l'art, c'est de créer une situation qui a de la valeur, où chaque relation a de la valeur. L'artiste crée des situations, mais pas des représentations.

MANU – Moi, si ce matin on m'avait dit qu'en Angleterre on a planté des arbres sur une autoroute avec dix mille personnes autour qui marchaient, jamais je ne l'aurais cru.

Échirolles, novembre 1999

LUC – Ce qui est en jeu, c'est la création d'un autre imaginaire social, d'un nouvel imaginaire de la société dont on puisse être sujet autonome-collectif.

Ivry-sur-Seine, juillet 1999

GÉRARD – *En France, comme partout, il y a une criminalisation de la misère et des luttes, ça fait peur aux téléspectateurs, ça veut faire peur aux militants. La peur est l'élément principal du capitalisme actuel pour démobiliser les gens. Toutes ces violences sont entretenues parce qu'elles conduisent à des isolements. Quand on dit des mots comme : solidarité, tendresse, larmes heureuses, ce sont des mots humains rassembleurs, qui sont totalement absents de tout ce qui nous environne au niveau médiatique.*

Montréal, avril 2001

ALAIN – On ne pouvait pas faire l'économie d'intervenir à différents niveaux. Au niveau structurel il fallait renforcer chaque organisation pour la diffusion de l'information, pour l'échange d'information, pour la mise en commun de toutes les productions, etc. Il fallait également travailler au niveau politique, c'est-à-dire travailler au niveau de la recherche et au niveau des politiques. Le réseau devenait vraiment réseau dans la mesure où on était obligés de faire des alliances avec d'autres secteurs, dont les chercheurs, dont certains politiques.

JO – *Les technologies sont utilisées pour manipuler les gens. Le travail en réseau aujourd'hui est contrôlé par l'État et les sources d'informations pour la presse sont au nombre de six. Les États voient Internet comme une menace parce que les intérêts locaux peuvent être diffusés globalement. C'était parti pour être un truc de gauche Internet, mais il faut voir que les conservateurs l'utilisent aussi de la même manière.*

Montréal, avril 2001

PHILIPPE – À quoi sert l'éducation populaire? C'est un véritable enjeu politique, c'est fondamentalement l'accès pour tous au savoir, à la culture, à la connaissance en donnant du sens, en ravivant la mémoire populaire. Le premier travail au sein de notre association, c'est d'accueillir les gens dans nos comités locaux, même s'il n'y a rien de spécial à faire.

TONY – Il y a des intérêts contradictoires car il y en a qui en bénéficient et d'autres non. Le défi est d'essayer d'amener les groupes à considérer qu'il y a peut-être un enjeu commun qui concerne tout le monde, c'est l'idée de convergence.

Montréal, avril 2001

PHILIPPE – L'urgence n'est pas un projet de société; ce qu'on revendique c'est un rôle et une place pour chacune et chacun d'entre nous. Nous sommes des révélateurs de ce que vivent des millions de personnes.

Ivry, juillet 1999

RAMDANE – Cette logique de valorisation du capital qui fonctionne dans le monde entier, secrète nécessairement la protestation. Pourquoi? Parce qu'elle crée des exclusions, des exploitations, des injustices etc. Elle crée nécessairement le mécontentement. L'expression de ce mécontentement, c'est cela que j'appellerai le mouvement social. L'expérience de l'Algérie, mais aussi d'autres pays, nous indique: attention, l'expression du mécontentement peut aller dans une direction où les gens vont se gourer! On peut aller vers le mur! La plupart

du temps maintenant, on va vers le mur. Il s'agit de construire un mouvement social, c'est-à-dire de donner une issue à cette protestation des populations.

Échirolles, novembre 1999

GÉRARD – Pour combattre l'idéologie publicitaire et la technocratie de l'état, il faut oser une interprétation du monde et surtout l'actualiser au cœur des luttes.

Échirolles, novembre 1999

FRANCK P. – *Il y a la question des formes d'organisation et celles des formes de mobilisation. L'impression que j'ai, quand je suis dans la caravane anti-mondialisation, c'est qu'il se produit à l'envers, les mêmes processus que dans les organisations traditionnelles, c'est-à-dire qu'à un moment donné, ils commencent à concentrer le capital politique dans un groupe de gens et l'intérêt de l'organisation prend le pas sur le reste. Comment trouver une forme d'organisation qui ne nous fasse pas oublier les formes de mobilisation et comment faire pour ne pas se faire absorber par le système médiatique parce qu'ils ont besoin d'un personnage emblématique?*

Montréal, avril 2001

PHILIPPE – Le terrain, pour l'Apeis, c'est l'urgence quotidienne, avec des gens qui n'ont pas à manger pour le lendemain. Travailler sur cette urgence ne permet pas vraiment de se projeter; on doit d'abord régler au maximum le tout venant, parce qu'il y a là quelque chose de vital. Aujourd'hui, à côté de l'urgence permanente, nous parlons à nos adhérents d'amour, de rêve, d'utopie. Et le fait que les chômeurs se soient appropriés deux mots comme "utopiste debout", ça semble important.

Échirolles, novembre 1999

GÉRARD – On parle de forme, j'aime l'idée de l'art comme art de vivre. Il nous faut parler d'une esthétique qui ne serait privée ni de conséquences, ni de corps.

Échirolles, novembre 1999

Main table containing stock market data for various regions including Americas, Europe, Asia, and Oceania. Columns include country/region, stock name, price, and change.

FTSE All-World Index Series

Table showing FTSE All-World Index Series data, including index values and percentage changes for various categories like Americas, Europe, Asia, etc.

Advertisement for Guinness Extra Stout featuring a portrait of a man and the text 'THE BEST OF IRELAND FOR ALL DAYS, PUBLIC HOUSES'. Includes a large number '15151891A'.

OFFSHORE AND OVERSEAS

Main table listing various offshore and overseas funds, including columns for fund name, currency, and other details. The table is organized into multiple columns and includes sub-sections like 'Global Euro-Asia Inv', 'Global Value Investment', etc.



Continuation of the fund listing table, including sections for 'Ireland (Regulated)', 'AIM AMRO Alternative Investment', 'AIM Global Management Company Limited', and 'AIMS Management Limited'.

IVANA – Pour vous en Algérie, la Yougoslavie a été un projet de société, “un paradis sur terre”. Mais sans un projet qui pouvait donner du sens au temps libre. Ce qui a échoué dans ce paradis Yougoslave, c’était le manque de sens.

Échirolles, novembre 1999

JOHN – Le problème du plaisir et de la politique est pour nous un grand problème. C’est comment trouver un point entre la politique et le plaisir sans être trop dans la politique et trop dans le plaisir... on ne peut pas créer d’alternatives sans avoir d’espoir. Comment créer ces moments d’espoir, ces moments d’utopie réelle, ça donne de l’énergie pour travailler 360 jours par an, un vrai travail sur le terrain.

Montréal, avril 2001

RAMDANE – Une question importante est la question de la culture démocratique. Dans une société, on peut être différents, il faut essayer de l’être. C’est cette identité qui permet le mouvement. L’organisation du politique c’est comment gérer la tension qui existe entre le particulier et le général.

Échirolles, novembre 1999

GÉRARD – Tous ces systèmes médiatiques différés, c’est une manière d’éviter la présence humaine. L’acte militant, c’est de venir sur le terrain de l’autre. Le Réseau, c’est tellement technologique que ça nous pousse à travailler plutôt le comment que le pourquoi. On voit bien comment la technologie-marchandise enlève nos corps, comment ça devient de plus en plus virtuel.

Échirolles, novembre 1999

ANDRÉ – On est passé de l’époque de l’homme qui n’avait pas d’ombre à l’époque où il y a une ombre qui n’a plus d’homme. Il n’est resté d’un être que son ombre. C’est le graphisme

de notre époque sans doute. Alors le chômeur, la chômeuse marchent, ils n’arrêtent pas de marcher et ils finissent par marcher dans les têtes, ils marchent dans les cauchemars, ils envahissent les esprits de tous les habitants, en particulier de tous les autres travailleurs et il y a une espèce de peur, d’angoisse, qui se développe comme ça, qui pince surtout les individus. Tout le monde est malade du chômage, n’est-ce pas, absolument tout le monde, et puis voilà qu’une époque vient où les chômeurs commencent à apparaître. On ne les voyait pas et on les voit et ils osent se montrer, ils osent défier, ils apparaissent en plein jour, ils sont visibles et à partir du moment où ils apparaissent, eh bien, tout d’un coup, ça décongestionne tout parce que ce n’est plus un cauchemar, ce n’est plus une peur, ce ne sont plus des fantômes, ce sont des êtres vivants, et à ce moment-là, d’une certaine manière ils délivrent une grande partie des travailleurs de l’angoisse qu’ils portaient.

Échirolles, novembre 1999

PASCAL – Ça pose la question de la transparence. Il y a un danger du statut de la transparence. Il faut que l’on assume notre part d’opacité et d’arbitraire. C’est très efficace et très difficile de se mettre dans une structure ouverte. L’organisation en pyramide a l’avantage d’être très efficace. L’inconvénient c’est qu’elle n’est absolument pas démocratique.

ISABEL – Ne pas plier n’est pas uniquement un groupe d’artistes, Ne pas plier est un outil d’organisation, un outil de mise en réseau pluridisciplinaire et transversal. Nous sommes une organisation non démocratique.

Montréal, avril 2001

JORDI – Si nous n’avons pas d’argent, nous devons en chercher. Et qu’est-ce que nous avons trouvé? Nous avons trouvé de la merde... Et comme les rues étaient pleines de merdes, nous avons décidé que la merde était un bon support pour nous mettre

au travail, et nous avons commencé à distribuer ces petits drapeaux... C’est une grosse source naturelle, écologique. C’est évident tous les gens de Séville pourraient entendre ça, parce que c’était très commun pour eux de lire, et ces drapeaux avec des photocopieurs, c’était très économique, nous en avons fait des milliards et nous en avons rempli tout le quartier. Maintenant, quand nous allons dans les rues pour travailler, les gens disent c’est de la merde, c’est de la merde!

Échirolles, novembre 1999

JEAN-PIERRE G. – La question qui se pose dans le cadre de la mondialisation – quelque chose qui nous concerne tous – c’est comment ces signes, viennent nous agresser. À quoi doit-on répondre, à qui doit-on parler? Les signes de marquage de l’espace, les mots qui nomment notre espace, les objets qui marquent notre espace sont essentiels. De la qualité ou de l’absence de qualité, de leur bonne tenue résulte un dialogue avec l’institution, la manière dont l’institution nous dit qu’elle nous considère. Ces signes font partie de ce qu’il est convenu d’appeler l’identité, la réalité profonde de l’identité entre une ville portugaise et une ville française. Ces petits signes du quotidien, ces quelques centimètres carrés de typographie, de couleur, de matière, peuvent être précieux à l’identification et au sentiment d’appartenance à la communauté.

Ivry, août 1999

RAMDANE – Si on veut donner du sens au mouvement social, il faut repenser l’utopie des possibles comme une question qui se pose non pas simplement en Algérie ou en France ou aux États-Unis. Elle se pose à l’échelle mondiale. Elle se pose partout. Il est extrêmement important aujourd’hui d’unir, de construire des réseaux pour pouvoir échanger et comprendre à partir des multiples lieux où nous nous trouvons, les multiples aspects, les multiples visages de cette logique de valorisation du capital de ce qu’on appelle le capitalisme.

Échirolles, novembre 1999

FRANCK L. – Quand je dis action culturelle, quand je dis que c’est un travail sur la culture, je veux dire que c’est un travail sur les représentations. Un travail qui ne consiste pas à éduquer le peuple ou à lui diffuser les grandes œuvres de l’humanité façon Malraux, Jack Lang et consorts. C’est un travail qui consiste à partir de ce que les gens disent d’eux-mêmes, disent ce qu’ils vivent, à partir de la représentation qu’ils se font de leur situation, à les construire avec d’autres témoignages, pour tisser ces différents récits d’expériences en quelque chose qui commencerait à ressembler à un savoir social, à une analyse politique de la situation, laquelle pourrait donner lieu à de subtils déplacements de droits, d’institutions, à ce qu’on appelle l’action collective, l’action civile collective.

Échirolles, novembre 1999

GERARD – *Il y avait un gosse qui faisait du rap et qui nous faisait un peu chier, pas parce qu’il faisait du rap, mais parce qu’il était agressif. Alors on a engagé la discussion sur son travail et je ne comprenais rien à ce qu’il disait. On lui a proposé d’écrire ses paroles, on est allé à toute vitesse à la maison, parce qu’on habite sur la place. On a tout retranscrit à la machine et je l’ai mis dans un code typographique tout à fait classique de la poésie. On a photocopié puis distribué à tout le monde. Ça, ça a été magique. D’abord pour moi, je me suis aperçu que ce que je trouvais con c’était des paroles formidables. J’y ai trouvé de la signification, j’ai dépassé la forme d’expression qui m’agaçait, je suis arrivé à son contenu. Ensuite pour lui, parce qu’il a découvert que ça pouvait être offert aux autres, non plus comme une agression, mais comme un partage.*

Montréal, avril 2001

MALIKA – Moi, je préfère dire je veux ma part du gâteau, je veux ma part d’héritage; et je vous dis aussi un truc très tranquillement, moi, j’ai aussi envie de vivre dans une société où je peux consommer, même des trucs débiles, j’ai envie de m’acheter un appareil photo par exemple, j’ai envie d’être bien chez moi, j’ai envie de vivre dans ce progrès-là et j’ai envie que ça continue

à progresser. Je ne suis pas une surconsommatrice, je demande simplement à pouvoir consommer.

Échirolles, novembre 1999

ANDRÉ – Dans les temps anciens, il y avait des pauvres, des mendiants et les mendiants étaient acceptés parce qu’en quelque sorte, ils étaient à la porte des églises, on faisait l’aumône et c’était comme si on montait une marche vers le ciel, n’est-ce pas, en se penchant vers le mendiant. Et aujourd’hui, les gens ont peur des mendiants. Ils les fuient. Peut-être est-ce parce qu’ils ont l’impression de voir ce qui les attend peut-être un jour, alors on peut plus les supporter, il faut les évacuer. Alors il y a beaucoup de villes qui ont pris des décisions comme ça, on ne veut plus voir les mendiants, on les chasse, comme on chassait les lépreux. On les chasse et on chasse aussi, de plus en plus loin, les pauvres. Il y a une périphérie puis à cette périphérie, on récupère des bâtiments, on chasse les pauvres encore plus loin, on fait sauter des bâtiments. Moi, je souhaiterais quelque fois qu’on fasse aussi sauter le palais des Papes, voyez. Mais il n’en est pas question.

Échirolles, novembre 1999

IVANA – C’était toujours nous qui organisons, et on avait toujours des échos négatifs des gens, et pour une fois on s’est dit : on va regarder comment font les autres, et nous sommes très contents. On vous emmerde pas autant que vous nous avez emmerdés à Belgrade.

Échirolles, novembre 1999

JEAN-PIERRE B – Si on travaille juste sur l’urgence, les organismes communautaires font de la gestion de la pauvreté à moindre coût que le gouvernement. Le fait de travailler sur les conséquences ou sur les effets du système d’exploitation, de domination, d’exclusion, ça s’appelle aussi travailler dans l’urgence, mais ce sont les effets, les conséquences d’un système qui marginalise les gens. La question de travailler sur les causes est :

qu’est-ce qui amène les gens à être marginalisés? Travailler sur les effets incombe du caritatif, des organismes de charité et ça dilue considérablement la politique.

Montréal, avril 2001

ANTONIO – C’est au groupe de trouver une réponse, on demande aux gens de participer, ils sont prêts. Une image ouverte permet que chacun puisse y mettre des choses à lui

Ivry, août 1999

JOHN – *Dans cette lutte, on a parlé hier d’accompagnement des signes, que le corps accompagne les signes. Dans cette lutte, c’était le corps qui devenait le signe. Le corps devenait le signe de lutte en mettant le corps dans la machine industrielle, en essayant d’arrêter la destruction des maisons, de la forêt, dans ce quartier.*

RAMDANE – *J’ai un avis très mitigé sur ce que tu viens de nous présenter, parce que d’un côté je suis ébloui par la richesse des formes que développent votre lutte, et l’efficacité de ces formes c’est extraordinaire et très bien, mais en même temps je m’interroge sur la lisibilité, sur le devenir des luttes qui sont ainsi engagées. Il se pose un gros problème de contenu des luttes.*

Échirolles, novembre 1999

DJORJE - Nous sommes un groupe de graphistes en Yougoslavie. Le travail se fait pour que les gens prennent conscience du système totalitaire dans lequel ils vivent, et qu’ils le remettent en question. La préoccupation principale en te levant le matin est de savoir comment tu vas bouffer et faire bouffer tes enfants. La conscience sociale est totalement différente, on ne parle plus du tout le même langage. On est dans la nécessité de vie.

Montréal, avril 2001

A TOI DE JOUER

GÈNES, 21 JUILLET 2001 - La vieille rengaine des méchants casseurs réapparaît. Nous pouvons constater, chacun dans nos pays, la montée du tout-sécuritaire. Pourtant les faits sont là, qui a défi-
guré Gênes à coups de grillages et de barbelés ? Qui a tué ? Qui a blessé ? La radicalité des manifestants n'est rien face à l'arsenal répressif affiché. En solidarité avec tous les mani-
festants de Gênes, nous cherchons, comme des milliers d'autres, à élever la qualité de nos formes pour amplifier le mouvement de la résistance.

photomontage Meyer / Paris-Clavel



IVRY-SUR-SEINE, JUIN 2000 - « *Le premier réseau, c'est le réseau affectif* », comme le dit Tactikollectif. L'association Ne pas plier est installée à Ivry depuis toujours, comme beaucoup de ses membres. Cette proximité permet de développer des rapports singuliers aux quartiers et à la ville. Les liens créés sont faits d'amitiés et de complicités. Ils s'enrichissent à travers chaque rencontre : repas, anniversaire, fête de quartier... une culture de vie, de plaisir. Toutes ces expressions heureuses du quotidien affermissent nos engagements.

photo Françoise Berchoux



PARIS, 20 AVRIL 2000 - Pendant deux jours, sous une pluie battante, l'APEIS, veillée par les CRS, occupe l'espace public face au UNEDIC de Paris. À l'intérieur "les partenaires sociaux" prétendent régler le sort des chômeurs sans jamais les entendre et en refusant de les voir. Pour ces circonstances, Ne pas plier a conçu un système de rubans adhésifs imprimés, permettant une installation très rapide.

Muratet



Misère, misère! Philippe Villechalane

Quand bien même les pays riches (en gros occidentaux, à l'ouest et au Nord, et quasi essentiellement blancs) lâcheraient un peu de lest (sous la pression des luttes) en partageant les richesses, il resterait sur la planète des milliards d'enfants, de femmes, d'hommes, de familles, dans la plus noire des misères, dans des types d'exploitation des plus féroces, soumis à des formes de cynisme des plus cruelles.

- 968 millions d'individus sont privés de l'accès à des points d'eau;
- 2,4 milliards n'ont pas de structures sanitaires de base;
- 854 millions d'adultes sont analphabètes et 325 millions d'enfants ne sont pas scolarisés;
- 1,2 milliard dispose de moins d'un dollar par jour et 2,4 milliards de moins de deux dollars;
- 163 millions d'enfants souffrent et meurent de faim chaque année;
- 250 millions d'enfants travaillent sur la planète;
- Dans les pays développés de l'OCDE, il y a 130 millions de pauvres, 8 millions souffrent de malnutrition et 15 % des adultes sont considérés illettrés;
- En France 8 millions de pauvres, 6 millions qui survivent dans les minima sociaux, près de 400 000 personnes sans domiciles fixes et 2 millions de mal logés.

Voilà de façon froide, statistique, et sans doute tronquée, parce que cela ne révèle pas ce que représentent ces vies en miettes en terme de souffrance, les quotidiens où chaque lendemain est une épreuve, une partie du bilan du capitalisme. Et encore ne sont pas abordées les questions liées aux pollutions, à la maladie, à la prostitution (y compris infantine) aux guerres, à la violence...

C'est quoi la pauvreté?

Au-delà des définitions technocratiques qui considèrent que la pauvreté c'est d'avoir des revenus inférieurs à la moitié du salaire médian (ce qui grosso modo ne veut absolument rien dire), la pauvreté, c'est de ne pouvoir assurer correctement son quotidien, de ne pas atteindre de façon égalitaire les différents droits, c'est ne pouvoir accéder à la culture et à la connaissance, des armes pour résister à toutes les formes de l'exploitation.

Les questions du savoir correspondent aussi à un modèle, il existe de multiples formes de savoir et ne pas en reconnaître certaines c'est d'une part nier celui qui le détient et d'autre part reproduire une forme de domination.

Avant de se poser l'essentielle question de la sortie de l'aliénation de la consommation il y a pour une immense majorité la nécessité de consommer pour satisfaire des besoins vitaux.

Il faut œuvrer à la gratuité, c'est un des moyens de se libérer de la contrainte des lois du marché.

Instaurer la gratuité sur des questions vitales: logement, transports, accès à l'énergie et à l'eau, permettrait de créer des espaces où le capitalisme n'aurait pas de prise. Quand on sait la centralité des problèmes liés à l'eau, il serait temps de mettre en place une agence mondiale de l'eau qui tiendrait compte des besoins de chacune des nations et bien entendu de ses habitants.

Des zones d'égalité agiraient comme des points d'appuis pour formuler d'autres avancées, nécessaires et mêmes indispensables.

Tout de nous

Miguel Benasayag écrit dans *Du contre-pouvoir*: «*L'obscurité de la transparence nous paralyse: puisque l'"on sait tout" alors "on ne sait rien". Une fois les choses "sues", tout demeure à l'identique, ou pire, tout se voit à nouveau renforcé et légitimé par "la force des choses"*».

Pourtant tout est possible, il n'existe de fatalité que la nôtre, individuelle, confortable, l'impuissance de l'individualisme partagé.

Rien n'est inéluctable, aucune logique politique, sociale, économique n'est une loi scientifique.

Ne faut-il pas se poser la question de la misère des luttes, les recettes sont vieilles comme le monde, rien, jamais, n'a été consenti par les tenants des différents pouvoirs sans luttes et sans rapport de forces. Il faut solutionner cette misère du combat, poser la question des formes de démocratie et de pouvoir. Dans le même temps, il convient de bien inscrire les choses dans la durée, dans un mouvement historique, tout ne sera pas réglé d'un coup de mobilisation magique.

La majorité des gens se déclarent solidaire de ceux qui luttent, mais souvent ils ne franchissent pas le pas et refusent d'agir eux-mêmes.

Domage, c'est à portée de main, à hauteur de poing levé, il suffit de le décider, il n'y a pas de crise, il ne s'agit que de choix, de manque de volonté et de courage politique, d'engagement.

Il faut oser revendiquer des principes sans avoir peur de paraître ringard parce que la bourgeoisie l'a décidé, celui de l'appropriation sociale, collective et démocratique des moyens de productions et d'échange en est un fondamental.

Et peu importe qu'aujourd'hui les modèles n'existent plus, tant mieux même, nous ne partons pas de rien, les acquis sont considérables.

L'histoire des luttes est riche, elle est parfois arrêtée, toujours réprimée, mais elle ne sera jamais finie.

Inacceptable!

Inventons, tout, les perspectives, les alternatives et les moyens d'y parvenir, sans oublier que le premier pas est celui de l'engagement individuel.

Il va bien falloir s'y mettre, se décider, ou bien dire clairement qu'il est acceptable que l'espérance de vie soit de 79,1 années au Canada et de 28 années au Rwanda, de 78,7 années en France et de 34,7 années en Sierra Leone.

Que le PIB par habitant soit de 34004 dollars par an au Luxembourg et de 455 dollars en Éthiopie, de 26977 dollars aux États-Unis et de 565 dollars au Mali.

Doit-on le tolérer, quand on sait que le coût supplémentaire pour parvenir à un accès universel aux services sociaux de base dans tous les pays en développement représente 40 milliards de dollars, soit 0,1 % du revenu mondial?

À titre d'exemple, la satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires de base représente 13 milliards de dollars quand l'achat d'aliments pour animaux domestiques en Europe et aux États-Unis représente 17 milliards de dollars.

Les dépenses militaires dans le monde atteignent 780 milliards de dollars quand l'éducation de base pour tous ne coûterait que 6 milliards de dollars.

Les écarts continuent de se creuser entre riches et pauvres, les 225 plus grosses fortunes du monde représentent un total de plus de 1000 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel des 47 % d'individus les plus pauvres de la population mondiale, soit 2, 5 milliards d'individus.

L'insolence de l'opulence

Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays en développement les plus pauvres.

Et ça continue, en France, la bourse ne cesse de battre des records, elle gagne 23 % en 1996, 29 % en 1997, 32 % en 1998, 30 % en 1999, 34 % en 2000; les principales entreprises enregistrent tous les ans des milliards de milliards de bénéfices et capitalisent des sommes ou les zéros sont durs à compter mais rien pour les pauvres.

Puis, en 2001 retournement de situation, la bourse plonge de 20 %, on nous expliquera sans honte et sans sourcilier qu'il n'y a toujours rien à faire pour les pauvres d'ici et d'ailleurs.

La question des moyens ne se pose donc pas, jamais, c'est une gigantesque supercherie, ce qui est en cause c'est une autre organisation de la société.

Égaux et différents

C'est en terme de droits que les questions se posent, en terme d'égalité. De tout temps il y a eu les forts et les faibles, les riches et les pauvres, les dominants et les dominés, pour justifier l'injustifiable. Les progrès scientifiques sont extraordinaires, la communication se fait en temps réel, nous avons dorénavant les moyens de ne plus être des barbares. Toutes les époques ont vu des femmes et des hommes se battre, parce qu'à toutes les époques, le partage des richesses est au centre de la cohérence de la société.

Et si besoin est, bottions le cul de nos vieilles craintes, l'égalité n'est pas l'uniformité, nouer les trames d'un tissu afin de le rendre utile et solide ce n'est pas toujours en faire un tissu uni.

Un madras ou un Écossais sera aussi utile et aussi solide que l'uni, il sera d'une pièce mais composé d'un grand nombre de trames, de fibres différentes, alors comme la peur n'évite pas le danger...

Voir, savoir, connaître la pauvreté et la misère et ne rien faire c'est se condamner soi-même à la pauvreté et à la misère.

Desmond Tutu disait: **Ne rien faire face à l'injustice, c'est prendre le parti de l'opresseur!**

Stuttgart, août 2001.

La résistance est la clé du bonheur

John Jordan et Jennifer Whitney

Sur sa liste des groupes terroristes les plus recherchés, le FBI vient d'ajouter le « Carnaval Contre le Capital ». Tel est le nom de baptême des actions de masse conduites lors des sommets économiques de Londres jusqu'à Québec. Mais le Carnaval contre le Capital n'est pas une organisation. C'est une histoire gaie, une tarte dans la gueule, un travelo, un pas de samba. C'est une tactique, l'incarnation de l'esprit contemporain de résistance au capitalisme mondial. Et si le FBI a envie de noyauter ce mouvement il va falloir qu'il habille ses agents en tutu.

Mais pourquoi le voudrait-il ? Qu'est-ce qui lui fait si peur dans le carnaval ? Est-ce que les femmes de la Frivolité Tactique, habillées en rose vif, avec des perruques déliantes et des queues en plumes de deux mètres de haut qui avançaient en dansant vers une police tchèque bien embarrassée, pendant les réunions du FMI à Prague, représentaient une menace terroriste ? Est-ce que les nounours en peluche projetés par une gigantesque catapulte médiévale par-dessus la clôture, longue de six kilomètres, qui entourait le Sommet de la Zone des Libres Échanges des Amériques, à Québec, menaçaient l'hégémonie de l'économie de marché ? Est-ce que la troupe de soldats de comédie des « *Tute bianca* » qui s'équipent de paillasons et de cartons d'emballage pour tenter de franchir les cordons de police, protégés de boucliers en chambres à air et armés de pistolets à eau, met le capitalisme à genoux ?

L'irrésistible

La vraie menace réside peut-être dans le désir irrésistible que suscite le carnaval comme tactique et stratégie de résistance. Sa créativité est contagieuse et totalement imprévisible. Tout peut arriver pendant un carnaval. Les rencontres de l'OMC sont forcées de s'interrompre. Le FBI le sait qui voit le phénomène s'amplifier. Sur toute la planète, un esprit nouveau est en train de réinventer les tactiques de résistance, rejetant l'ennui des défilés obligés d'un point A à un point B, les cortèges verbeux où les fidèles des partis écoutent

passivement les interminables discours des « dirigeants ». Comme quelqu'un le disait au Festival de la Résistance contre l'Organisation Mondiale du Commerce à Seattle : « *Même si on nous botte le cul, on se marre plus qu'eux* ».

Car si la résistance et la révolte ne sont pas marrantes, si elles ne sont pas le reflet du monde que nous voulons créer, nous ne faisons que reproduire les luttes qui nous ont précédés et qui repoussaient toujours à plus tard le plaisir, et aussi l'égalité entre les races ou entre les sexes, plus tard, « après la révolution ».

Bien des grands moments de l'histoire révolutionnaire ont été carnavalesques : au XIX^e siècle les Révoltés de Rebecca faisaient du théâtre de rue devant les barrières d'octroi avant de les détruire, les Luddites s'habillaient en femmes avant de détruire les métiers à tisser, la fête permanente de la Ville libre et autonome s'établit pendant la Commune de Paris en 1871, et à peu près partout dans le monde en 1968.

Monde à l'envers

Carnaval et Révolution poursuivent un même but : renverser l'ordre social en un joyeux abandon et fêter notre indestructible désir de vie. Un désir que le capitalisme s'efforce sans cesse de détruire avec son monotone carrousel de travail et de consommation. Il s'agit bien de créer un nouveau monde en renversant l'ancien. Mais comme nous le démontre Eduardo Galeano, nous vivons déjà dans un monde qui marche sur la tête, « *un monde désolé et déshumanisé qui pratique l'adoration superstitieuse des machines et l'idolâtrie des armes, un monde inversé avec sa gauche à sa droite, son nombril dans le dos et sa tête là où devraient se trouver ses pieds. C'est un monde où les enfants travaillent au lieu de jouer, où le "développement" rend les gens plus pauvres, où les voitures sont dans les rues à la place des gens, où une minorité infime consomme la majorité des ressources* ». Et il s'interroge : « *Si le monde est à l'envers tel qu'il est, ne doit-on pas le renverser pour le remettre à l'endroit ?* ».

Rythmes de la révolte

À Londres, le groupe Reclaim the Street a été une des premières organisations contemporaines à rassembler les composants volatils du carnaval et de la révolution en se

servant des rythmes et de la musique pour rendre la révolte aussi irrésistiblement attirante que la danse. En juillet 1996, pendant qu'une dizaine de milliers de personnes se mettaient à danser en toute illégalité sur une autoroute londonienne, deux énormes mannequins de carnaval, vêtus de larges jupes à crinolines, la parcouraient de long en large. Cachés sous les jupes et abrités par la musique, des gens creusaient la chaussée au marteau piqueur et plantaient des pousses d'arbres.

Au rythme syncopé de la musique techno, la chaussée fut provisoirement transformée en forêt.

Depuis lors, les multiples rythmes de la résistance continuent de battre. Un orchestre de samba, fort d'une centaine de musiciens munis de maracas bricolées, a mis en fête tout un quartier de Prague. La célèbre « *Brigade du Bruit d'Enfer* » a servi de fond sonore à l'insurrection au milieu des gaz asphyxiants et des charges de la police à Seattle et à Prague. Les orchestres provoquent du bonheur tout en mettant les foules en mouvement. Ils apportent leur renfort dans les situations les plus tendues et ravivent le courage de ceux qui sont engagés dans les actions de terrain.

Il n'y a pas de carnaval sans musique. Musique et rythmes ignorent les barrières des nationalités, des idéologies et des classes. À l'instar du carnaval ils favorisent l'autonomie et incitent le peuple, comme le chante Casey Neil, « *à danser sur les ruines des entreprises multinationales* ». Ils ramènent la beauté dans la rue où les gens recommencent à vivre.

Démocratie directe

Au cours des journées précédant un nouveau Carnaval Contre le Capitalisme, on sent l'électricité dans l'air au fur et à mesure que les manifestants arrivent en ville et se préparent à défiler. Du jour au lendemain, les villes se transforment sous l'effet des tags et des affiches qui mystérieusement viennent bousculer l'affichage publicitaire. Un « *Centre de convergence* » devient le lieu central de tous les rendez-vous. Les activistes des médias y trouvent leur base locale. Un cadre général des actions a été établi à l'avance par les gens du cru avec l'aide de quelques visiteurs. Le schéma abstrait du départ devient vivant, à moins qu'il

ne soit rejeté à juste titre et transformé en toute autre chose. Les actions deviennent alors la propriété de tous et leur succès ne dépend que du niveau d'implication de chacun. Le Carnaval est insatiable dans son exigence de participation. Il est cet instant où l'on savoure le bonheur d'un face-à-face direct avec la démocratie, une démocratie qui fait irruption sur la scène d'une vie spontanée et inclassable. Cette scène n'est pas au-dessus du public, mais au niveau du sol. Il n'y a pas de spectateurs, pas de gens sur la touche, seulement l'engagement d'une multitude d'acteurs enchevêtrés qui jouent chacun leur rôle et se sentent faire partie d'une entité plus vaste.

Répression impossible

Alors, quand le FBI assimile le Carnaval contre le Capital à un groupe terroriste, il révèle sa plus grande crainte et peut-être aussi sa plus grande faiblesse. Incapable de penser souplesment, enfermé dans les cloisonnements hiérarchiques, il lui est impossible de comprendre le dynamisme varié du Carnaval où n'importe qui peut à tout moment prendre la direction, avant de se fondre, l'instant d'après, dans l'océan de la foule.

Et quand les agents du FBI essaient d'isoler, d'influencer ou de noyauter nos groupes pour mieux briser ces mouvements divers et variés, notre spontanéité, imprévisible et irrésistible s'épanouit, disséminant les germes de la création à travers les cultures et les continents.

Nous apprenons à travailler ensemble, nous devenons des êtres humains meilleurs et nous devenons capables de vivre par anticipation dans le plus radical de tous les carnivals, dans un monde qui n'attendra pas le futur, un monde qui intègre les paradoxes, un monde qui contient tous les mondes.

« Le rôle de tout artiste révolutionnaire est de rendre la révolution irrésistible »

Toni Cade Bambara.

Stuttgart, août 2001

Traduction et adaptation
Catherine Jele & Jean-Pierre Grunfeld

QUÉBEC, 21 AVRIL 2001 - Pour expérimenter les usages politiques des objets esthétiques, Ne pas plier a invité à Québec des membres de différents groupes: Emigrative Art (Bruxelles), Las Agencias (Barcelone), Les Arpètes (Toulouse), Reclaim the streets (Londres) et Skart (Belgrade). Le projet des 3500 masques sérigraphiés distribués lors de la manifestation a soulevé beaucoup de débats, de critiques sur sa forme et sa capacité à générer la parole dans l'échange. Les débats sur la production, la diffusion, la responsabilité, le rôle des formes dans les luttes sont au cœur des actions de Ne pas plier.

Photo Miguel-Angel Ramos



UNE VILLE DE BANLIEUE, 22 MARS 1999 - La première des "violences urbaines", si complaisamment évoquées par les médias, réside dans la misère des espaces et des signes publics. La désertion du politique, l'affaiblissement du militantisme laissent le champ libre aux images de toutes les marchandises.

photo Leonardo Divrio



La lutte des signes Gérard Paris-Clavel

Soumise aux règles de la marchandise, l'information est devenue une industrie. Ses formes sont organisées selon la raison du plus grand profit, mais aussi, selon les schémas de pensée et les signes qu'elle a pour mission d'imposer. Le capitalisme qui la contrôle en a besoin pour créer des consommateurs, conditionner les citoyens.

L'information a perdu sa capacité d'échange au profit d'un discours - la "communication" - imposé en l'absence de tout dialogue. Les origines sociales et culturelles sont gommées, reste "l'image de marque" comme vérité historique. La "world culture", les médias, les réseaux visuels et virtuels sont les nouveaux hameçons de la séduction capitaliste sur lesquels s'enfilent les asticots de l'industrie libérale qui participent à l'expression de ses idées en installant une standardisation des formes.

Utilisant leur capacité de manipulateurs à modifier la réalité à son profit pour l'innocenter de ses méfaits, de sa culpabilité. Par exemple quand ils transforment les exploités en exclus. Ils se placent sur le terrain du sensible, du symbolique, de l'utilisation d'une culture de forme pour masquer la réalité. Nous pouvons, en redonnant de la visibilité aux "exclus", combattre cette crise de la représentation, folklorique médiatique, qui occulte les sentiments d'indignation et de révolte.

La perte du corps

Ils nous déposent de notre corps, le découpe en morceaux à vendre, diffusent à un rythme frénétique une multitude d'images concurrentielles. L'histoire est trahie, désincarnée, sans cesse effacée, remplacée par une "nouvelle image" encore plus "spectaculaire". S'installe une idéologie de l'immortalité. Les violences, la pollution visuelle, le spectacle sans fin des malheurs s'imposent en masquant les souffrances réelles.

Les organisations, partis, syndicats, tout comme les institutions publiques s'enlisent, repliées sur des modèles de représentations dont elles sont les premières victimes. Beaucoup d'associations humanitaires ou politiques sont fascinées par les formes d'expression de la marchandise.

Les logos remplacent les drapeaux. Ces bêtises et ces incompétences seraient seulement ridicules si elles n'avaient pas des effets aussi graves. Elles révèlent une démission sur le terrain de l'information et une totale ignorance du rôle et des modes de production des signes publics.

Le plus souvent, les images et les mots s'adressent à des gens qui ne savent pas lire, s'installent alors des incompréhensions totales. L'école n'apprend pas à lire les signes et laisse le matraquage publicitaire visuel et virtuel, l'information comme spectacle, s'imposer aux enfants comme aux adultes. Cela rend quotidien et naturel l'ordre et la résignation des choses. Ceci contribue massivement à annihiler la formation d'une pensée critique. Le capitalisme est la culture dominante.

Repolitiser la ville

Dans les municipalités, là où la démocratie s'exerce en premier lieu, les élus n'ont pas pleinement conscience du rôle des marques comme fer de lance de l'idéologie néo-libérale ; ils sont même fascinés par le baratin publicitaire et s'en inspirent pour leur propre communication.

Ils "négocient" des panneaux publicitaires payants, impeccables, présentant les objets de l'abondance et des affichages municipaux minables avec quelques feuilles administratives qui se courent après. Forcément, les gens en déduisent que ce qui est public, c'est rien, et que ce qui est commercial, c'est super ! Les villes qui tolèrent ça affichent la misère de leur relation avec leurs citoyens. Elles installent des signalétiques d'autoroutes pour indiquer la mairie, les cités et la maison des jeunes. Des panneaux d'interdiction, de direction, de stationnement etc. aux formes mondialisées.

Ces signes autoritaires, vides de sens, nous habituent dangereusement à l'ordre de la circulation contrôlée des idées comme des bagnoles. Les élus se laissent fourguer un équipement urbain uniformisé parce qu'ils ne rêvent que de paix sociale, alors que leur rôle est d'organiser le conflit démocratique, de travailler les contre-pouvoirs. Mais qu'est-ce qu'ils apprennent aux citoyens ? Ils peuvent toujours dire qu'ils souhaitent, certains sincèrement, améliorer la vie. Quand les

gens se baladent dans la rue, tous les dix mètres, ils ont un signe plus ou moins insidieux du contraire. La démission des politiques laisse la réalité du pouvoir aux technocrates. Le manque d'éducation populaire, le remplacement du militant par le bénévole, l'absence de transversalité entre culture, travail, école, précarité, santé, sport, etc., contribuent à la dépolitisation de la ville. Tous ces abandons laissent une place écrasante, dans l'espace public, à l'industrie récupératrice de la publicité et des médias. Cela nous soumet à une culture payante et divertissante, seule réponse à la pression des inquiétudes, aux angoisses de notre société. *Pas d'achat, pas de bonheur !*

Pourtant, pour installer la culture des contre-pouvoirs, les villes disposent d'outils importants : des théâtres, des centres culturels, des équipements sportifs, des journaux. Encore faut-il qu'elles développent le projet politique de ces services en prenant le risque d'expérimentations. Une place pour faire de la politique en créant des espaces de solidarité critique et d'échange de savoirs, d'où l'on puisse organiser la circulation de la parole et des idées. Une démocratie directe ou participative dont on nous parle en période électorale et dont on ne voit pas venir les moyens.

Art de vivre

Il ne s'agit pas de représenter le politique, encore moins de l'illustrer. Il est question d'être présent avec son exigence et sa sensibilité artistique au sein d'un mouvement social, participer au conflit politique, que l'on n'ose plus appeler lutte des classes. Mais il y a une limite au pouvoir des signes, un moment ils deviennent impuissants ou dérisoires. On ne peut pas parler de la misère du monde et encore moins agir contre elle seulement avec des images : si on ne les accompagne pas au sein des luttes.

Les assemblées, les manifestations sont des moments heureux pour partager les images et les mots, donner le désir d'en affronter la nécessaire complexité du sens. Cette vitalité est le meilleur exemple de résistance. Elle s'exprime par la manière dont on bouge nos corps, on n'est pas statique. D'où tu parles, c'est important, mais c'est pas mal de se déplacer pour parler et expérimenter durant le parcours.

L'intérêt c'est : en quoi une pratique politique de l'art est plus intéressante qu'un art politique ? C'est parce qu'une pratique suppose que tu fasses des rencontres. À partir du moment où tu les réalises, tu échanges des pensées, des images, tu t'enrichis.

Pouvons-nous subvertir la réalité, travailler à une mise en représentation d'un bonheur commun en inventant et partageant les signes ?

Partager

La forme de la diffusion induit la nature de l'engagement politique. Beaucoup de producteurs d'images n'ont pas conscience du fait qu'ils ont la possibilité de choisir. Ils se laissent dépouiller de l'acte et de la nature politique de la diffusion : ils pensent que leur production suffit. Ils n'utilisent pas suffisamment leur droit de contrôle sur l'utilisation de leur production.

L'art est un travail. Il se situe comme tout travail dans un rapport social de production. La position d'artisan engagé permet de le partager beaucoup plus largement. À l'association Ne pas plier nous avons installé la coproduction comme mode de réalisation. La complicité de plusieurs partenaires, aussi modestes soient-ils, amplifie, améliore le projet initial et rend indépendant vis-à-vis de tout gros commanditaire. Ces coproducteurs participent grâce à leur propre réseau au renforcement de la diffusion.

Il est vital pour la qualité de nos luttes que les acteurs des formes de l'expression se rassemblent, s'organisent en repolitisant leur propos, se rapprochent des autres formes organisées et alternatives du travail et de la vie associative, afin de nourrir un rapport de force qui permette un échange international et local. Beaucoup de choses sont déjà réalisées en Europe et dans le reste du monde. Ces réseaux sont à cultiver, notre force est notre différence autant que notre nombre.

En réalisant nous-même ce que l'on propose aux autres, l'action parallèlement à la critique, et cela au plus près de nos lieux de vie. **Développons les contre-pouvoirs pour donner de la réalité à nos utopies.**

Ivry-sur-Seine, août 2001

La convergence des luttes internationales

Franck Poupeau

La mondialisation purement économique associe le progrès technique à un renforcement des mécanismes d'exploitation, au profit des sociétés transnationales. Pour peser dans la balance et rajouter des contrôles démocratiques à l'expansion économique, il est nécessaire de mettre en place des réseaux d'échanges et d'actions translocaux qui respectent la spécificité des lieux et des acteurs.

La nécessité d'internationaliser les luttes s'est imposée ces dernières années : la multiplication des collectifs de résistance, dans de nombreux pays, et les contacts créés lors des rassemblements contre la "globalisation" libérale, permettent d'envisager des mises en réseau générant plus d'efficacité et de solidarité.

Nous vivons une transformation des modes de domination : la répression croissante qui frappe des mouvements sociaux, de Gènes à Séoul, de Rio à Alger, ne doit pas faire oublier que des méthodes plus "douces", plus "personnalisées", sont mises en œuvre pour contrôler les vies de chacun, notamment grâce à des méthodes de management appliquées indifféremment au monde de l'entreprise, de l'école ou de la gestion publique des "ressources humaines". Mais au-delà du matraquage idéologique relayé par la plupart des médias, la principale caractéristique de cette transformation réside cependant dans son internationalisation : si la mondialisation est inséparable du développement capitaliste, la politique de "globalisation" imposée par les réformes néo-libérales est une politique de dépolitisation qui ne consiste pas seulement à ramener tous les choix au fatalisme "planétaire" des lois économiques, mais à disloquer tous les collectifs susceptibles de résister à la marchandisation croissante du monde.

Collectiviser les luttes

La multiplication des luttes locales, sur des sujets comme la culture, les OGM ou le chômage, montre que la critique du capitalisme ne peut se limiter aux seuls marchés financiers internationaux ; elle exprime surtout la nécessité de collectiviser les ressources militantes pour résister à cette généralisation des modes de domination.

La résistance doit donc elle aussi s'in-

ternationaliser : les mobilisations contre la "globalisation" expriment le besoin de cette convergence des luttes mais il leur reste à tisser des "réseaux" assez solides pour s'installer dans la durée et se diffuser dans l'opinion : c'est cette possibilité, et non le nombre de manifestants, qui effraie les gouvernants, au moment où les effets sociaux des politiques libérales se manifestent clairement pour des franges croissantes de la population. C'est sur cette nécessité de la diffusion que la question des formes d'expression des luttes rejoint celle de leurs formes d'organisation.

L'unité dans la diversité

Le principal problème de la mise en réseau des collectifs est d'arriver à concilier deux éléments apparemment contradictoires : d'une part d'exigence de buts communs et partagés pour réaliser la convergence des luttes ; d'autre part la nécessité de préserver la diversité des expériences, individuelles ou collectives, qui donnent au militantisme sa consistance et son énergie. On peut faire défiler ensemble des collectifs de chômeurs, des syndicats radicaux ou des associations pour la suppression de la dette, on peut faire coexister, le temps d'un après-midi génois ensoleillé et endeuillé, des associations françaises, des refondateurs italiens, des communistes grecs, des autonomes allemands, des militants *a-partides* et *a-patrides*, par contre il est plus difficile de travailler ensemble, même sur des objectifs précis : parce qu'il faut toujours décider de qui se met en tête ou en queue de manifestation, du nom et du nombre des intervenants à une conférence de presse ou une journée de réflexion.

Certes, l'existence de moyens de communication de plus en plus performants et sophistiqués change les données du problème : ainsi les mouvements contre la globalisation libérale utilisent-ils internet et le courrier électronique pour organiser les mobilisations et la transmission d'informations en temps réel (comme le font les Indymedia ou le réseau Samizdat). On ne peut cependant résoudre la question des fins par le seul recours à un moyen de diffusion : la communauté d'action n'est pas qu'une affaire de communication. Un certain nombre de questions restent en effet en suspens.

Le passage à l'acte politique

La première question concerne les effets de la transmission d'informations : comment la diffusion permet-elle le passage à l'acte politique ? Un outil comme internet n'est pas utilisable par tous dans les conditions actuelles : il s'agit donc de trouver des formes de diffusion qui ne soient pas exclusives mais inclusives. On aura beau multiplier les moyens de diffusion, comme le livre ou l'affiche, les maisons de la culture ou les lieux d'exposition, cela ne développera pas pour autant l'accès des catégories les plus précarisées à ces formes d'expression.

Le premier travail est donc de transformer les conditions d'accès à ces instruments culturels et politiques : les goûts culturels et les opinions politiques ne sont pas uniformément répartis mais différenciés selon les groupes sociaux, et ce sont toujours les moins dotés qui ont le moins de possibilités d'accéder à l'expression. Contre la vision spontanée de l'action politique, on ne peut ignorer que les mouvements sociaux ne se trouvent pas en marge des lois sociologiques.

De la mobilisation au mouvement social

La seconde question se pose dans la durée. L'action militante se situe, elle, au cœur de l'urgence. Même s'il est possible de regrouper une grande diversité de gens de professions différents, d'expériences militantes distinctes, sur des "temps forts" comme une manifestation, il n'est pas évident de transformer cette mobilisation en mouvement social, reposant sur un espace commun de discussion et, pourquoi pas, d'affectivité. C'est aussi un problème de nombre : à quelle échelle travaille-t-on ? Un "réseau affectif" est possible entre un petit nombre de personnes sur le temps limité d'un voyage, d'une conférence, d'une occupation, d'une manifestation. Mais lorsque l'on passe à 100, ou 200 000 personnes, comme à Gènes, peut-on raisonner en ces termes ? Inversement, suffit-il d'adopter des mots d'ordre très généraux, relayés par des partis, des syndicats ou d'autres organisations collectives, pour produire cet espace commun ?

On pourrait multiplier les exemples récents de mobilisations durables et élargies qui se sont au contraire bâtis sur des thèmes spécifiques. Ces luttes particularisées se basent sur un même

refus : celui d'une politique globale qui impose les inégalités du système capitaliste à tous les domaines de la vie sociale. Elles n'en restent pas moins irréductibles à l'uniformisation des organisations politiques et de leurs modes d'action actuels.

Des objectifs communs

La troisième question concerne la recherche de thèmes communs, qui ne soient pas le produit d'un appauvrissement et un nivellement par le bas, comme dans un grand nombre de plates-formes, mais un instrument de convergence des luttes. On peut faire le constat que la première chose partagée est cette interrogation commune, qui ne se résume pas au souci de diffuser les travaux des uns et autres, des uns par les autres, ou de les commenter. Cette interrogation ne peut déborder les discours que dans une pratique de diffusion alternative qui permette le passage des formes de diffusion aux formes de mobilisation.

Le caractère abstrait de ces questions peut les rendre insolubles. Mais, de toute façon, les problèmes de mobilisation ne se résolvent pas seulement avec des mots. Il s'agit plutôt d'inventer d'autres formes concrètes de diffusion, de trouver des moyens pratiques de se rejoindre sur le terrain des luttes, par exemple en se fixant, modestement, un agenda commun permettant d'utiliser collectivement la durée. Se pose alors, au-delà du problème des formes d'expression, celui des formes collectives d'organisation et, en premier lieu, des espaces de rencontre.

Lorsqu'un ministre anglais parle de ne pas se laisser distraire par le "cirque itinérant" des "antimondialistes", il nous rappelle, bien malgré lui, que le spectacle de la contestation a un prix. On peut refuser de payer le billet d'entrée, mais on n'échappera à la marchandisation de la révolte qu'en ne se laissant pas enfermer dans le cercle de l'arène. Alors que les gouvernants s'enferment dans leurs bunkers pour décider de l'avenir des populations sans les consulter, il faut pouvoir partager des espaces ouverts à tous pour réaliser la mise en commun des ressources militantes : informations, images, affiches, tracts, textes analytiques, débats, assemblées populaires, etc.

Un centre de ressources des luttes

Les “centres de convergence” des médias indépendants et des associations qui accompagnent les rassemblements “anti-globalisation” constituent une initiative intéressante. On peut espérer l’élargir à d’autres formes d’expression, dans des lieux mis à la disposition de tous : la création d’un “centre de ressources des luttes”, qui ne soit pas seulement une galerie artistique où s’exposent des productions, ni une école syndicale de formations de cadres pour l’appareil, mais un lieu de passage et de rencontres, peut constituer un tel lien avec les formes d’organisation : si “l’esprit de sérieux” dissuade parfois tout engagement, l’organisation du “divertissement politique” par les groupes institutionnels conduit aussi à l’oubli des solidarités.

Un tel lieu de rencontres devrait ainsi faire le lien avec la parole des salariés et des précaires, avec les difficultés de tous ceux qui ne sont pas dans les manifestations, ni dans les expositions. Le travail sur les signes, sur les formes, constitue, dans cette perspective, la possibilité d’un lien sensible, matériel, plus accessible que les discours et les mots disqualifiés par l’idéologie libérale.

C’est parce que nous avons perdu, depuis quelques décennies, la bataille des mots, que l’idéologie libérale s’est imposée avec autant de force : la violence physique se trouve redoublée et légitimée par la violence symbolique de la politique de dépolitisation qui renvoie toute résistance dans l’archaïsme et le conservatisme – et ce ne sont pas les formes de lutte institutionnelles qui peuvent démentir cette impression. Il faut donc combler la coupure entre les mouvements sociaux, dont l’ouvriérisme frise parfois l’anti-intellectualisme, et les chercheurs ou artistes qui peuvent impulser d’autres types d’action, sans prétendre faire leur bonheur à leur place. Il ne s’agit pas tant d’inventer de nouvelles idées que de mettre en place des structures permettant d’inventer ces idées.

Un tel centre de ressources d’expression des luttes que propose Ne pas plier est un lieu politique. Il met du matériel à disposition de tous les collectifs de résistance avec lesquels des liens se sont créés. **Ce serait un lieu de rencontres, lors d’échéances collectivement fixées, pour préparer les luttes présentes et à venir.**

Stuttgart, août 2001

Pour l’unité dans l’action des mouvements sociaux européens

extrait de l’Appel lancé par la Coordination des Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions.

Les mouvements sociaux qui s’affrontent aux politiques néo-libérales européennes vont être confrontés à des enjeux importants qui appellent des ripostes fortes et convergentes. En effet le Sommet de Nice a ouvert une nouvelle dynamique qui, d’ici 2004, entend changer le visage de l’Europe, avec l’adoption d’une constitution de l’Union européenne, l’élargissement vers l’Est et une redéfinition des compétences entre les niveaux européens, national et régional.

La politique économique et sociale de l’Union européenne révèle des choix clairs en faveur des intérêts des classes dirigeantes et des groupes capitalistes, et contre ceux de l’immense majorité de la population, à commencer par les salariés et les sans emploi. Cette orientation néolibérale s’exprime notamment par une politique de workfare, de démantèlement des acquis sociaux, de privatisation des services publics, de répression des mouvements sociaux, d’atteintes aux droits d’expression et de libre circulation, d’encouragement aux emplois précaires, et d’ouverture d’un Marché du travail européen.

La “Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne”, même si elle n’a pas été formellement adoptée à Nice en décembre 2000, s’annonce comme le possible préambule de la Constitution européenne. Or cette Charte n’est que le catalogue de ce que la Convention a bien voulu garder des droits existants. Elle n’offre aucune avancée sensible et elle est en recul par rapport aux droits dans de nombreux pays. Ainsi, la Charte exclut les droits à prestation (retraites; chômage; revenus minimum). Si cette Charte était adoptée dans son état actuel, si elle prenait force de loi par un moyen ou par un autre, elle deviendrait un point d’appui pour de nouveaux reculs sociaux, et sonnerait le signal d’un grand nivellement par le bas.

Le Conseil européen de Göteborg en juin 2001, puis celui de Laeken / Bruxelles au second semestre, verront se confirmer, si aucune voix ne s’élève assez fortement contre elle, cette marche en avant du libéralisme. Le passage à l’Euro pour douze pays au début 2002 en marquera une nouvelle étape. Pour faire face à cette marche forcée, pour la stopper, il est urgent que les mouvements sociaux de toute l’Europe s’unissent autour de pratiques et d’objectifs qu’ils auront élaborés en commun.

*Nous proposons que s’ouvre un processus conduisant à une **convergence** des mouvements sociaux européens, des forces syndicales de salariés et de paysans, des mouvements de chômeurs, de précaires, de mal logés, des mouvements qui s’opposent à la globalisation libérale, des mouvements de femmes, de jeunes, d’étudiants, des mouvements issus de l’immigration, de soutien aux Sans papier, de lutte contre le racisme, contre le fascisme, des mouvements luttant pour l’environnement, des antimilitaristes, des mouvements pour la Paix et contre la militarisation de l’Union européenne, des associations luttant pour les Droits de tous types, ainsi que les réseaux de réflexion où travaillent ensemble chercheurs et acteurs des mouvements sociaux.*

Le Sommet de Bruxelles / Laeken en décembre 2001 ouvre une opportunité pour s’avancer dans cette voie. Nous proposons d’élaborer une Charte revendicative des mouvements sociaux européens. Cette Charte serait à la fois une alternative à la Charte élaborée par les institutions européennes, et une plate-forme revendicative, préparant de futures luttes sociales internationales. Pour une Europe sociale, pour une autre société, où l’on vive et travaille autrement. Le contre – sommet sera l’occasion

de tenir une première Rencontre des mouvements sociaux européens et d’organiser des initiatives de masse contre les politiques néo-libérales de l’Union européenne, en “encerclant” la réunion des chefs d’État, et portant – entre autres exigences – les revendications du mouvement social.

Il est en effet urgent que les mouvements sociaux européens s’arment d’un projet commun, qu’ils se fassent les porteurs d’exigences communes de transformation de la société et les initiateurs de luttes concrètes et coordonnées permettant aux citoyens de prendre leur destin en main par-delà les frontières. Les marches et les grandes manifestations organisées à l’occasion des Sommets d’Amsterdam, de Cologne ou de Nice, ainsi que plusieurs autres mouvements de lutte européens, de salariés, de chômeurs, de femmes, de paysans ou de sans papiers, ont déjà démontré que des luttes sociales internationales sont possibles.

La nécessité de faire converger les mouvements sociaux à l’échelle européenne est de plus en plus ressentie par les réseaux existants. Dans le respect des spécificités et différences des uns et des autres, en participant à ce qui existe déjà, nous voulons donc prendre des initiatives de débat et d’action allant dans le sens d’une Coordination européenne des réseaux, souple, non hiérarchique, démocratique et décentralisée.

avril 2001

Vive la N.E.P. (Nouvelle Éducation Populaire) ! Franck Lepage

Nous ne manquons pas d'analyses sur le capitalisme. Nous n'en n'avons jamais autant produit. Nous savons exactement ce qui se passe et comment cela se passe. Nous manquons d'une modalité d'action efficace contre le capitalisme.

Le cadre général d'interprétation de la société actuelle est celui d'une privatisation généralisée des politiques publiques et, à travers elle, d'une marchandisation des rapports sociaux.

Cette privatisation a déjà commencé avec les transports, l'énergie, les communications... les prochains secteurs de l'action publique qui seront privatisés sont l'action sociale, l'action culturelle, l'action éducative. Dans un rapport de l'OCDE de l'année dernière, on peut lire : « *Les perspectives de profit, pour les investisseurs institutionnels, sur le marché éducatif sont de l'ordre de 1 à 7 lorsqu'elles ne sont que de 1 à 2 s'agissant du marché de la construction automobile* ». Sommes-nous assez naïfs pour imaginer un seul instant que les "investisseurs institutionnels" (ceux qui doivent disposer de milliards à "investir" sur les marchés financiers pour satisfaire leurs actionnaires : assurance, banque, fonds de pension...) vont négliger une perspective de profit de l'ordre de 1 à 7 ?

L'ennemi Vivendi

C'est dans les services à la personne et notamment dans les services publics que résident désormais les "gisements de profit". On comprend mieux pourquoi Vivendi, marchand d'eau, récupère actuellement la gestion de centres de loisirs pour enfants, ou celle de maisons de retraites, associatives ou municipales, et pourquoi sa fondation encourage les projets d'aide à la personne dans les quartiers. Philanthrope, entreprise responsable et concernée par le lien social dans les quartiers, vivendi sait surtout que des milliards dorment dans les collectivités territoriales pour organiser la vie en commun. Ces fonctions collectives (loisirs, santé, éducation, sécurité...) seront assumées avec un management bien plus efficace que lorsqu'on les confie à des fonctionnaires ou des associations... avec un coût social évidemment : quand c'est privatisé, ce n'est pas pour tout le monde ! *Mais qui s'en soucie ?* La marchandisation de la société, c'est le projet euro-

péen. Les directives de Bruxelles préconisent pour les États-membres que toutes les fonctions qui sont actuellement assumées par les États, et qui peuvent être transférées à des opérateurs privés doivent l'être dans les cinq ans à venir. Gare aux sanctions ! la loi autorisant l'introduction de la concurrence dans les services publics a été votée en 1999 avec 13 députés dans la salle.

La crise en crise

On estime la richesse mondiale produite par le travail industriel à 1 800 milliards de dollars par an, et celle produite par le jeu des placements financiers à 3 000 milliards de dollars **par jour**. "L'économie virtuelle" échappe à toute mesure et à tout contrôle. L'histoire de cette mutation de l'économie est tissée de décisions politiques détruisant une par une les contraintes imposées aux agents économiques dans leur soif de gains et leur permettant de réaliser des profits sans se préoccuper des conséquences sociales. Il n'y a pas d'économie, il n'y a que de la politique. Gouverner, c'est toujours gouverner contre l'économie !

Il n'y a pas de crise économique, il n'y en a jamais eu. Une crise économique serait un manque de richesse. La richesse a été doublée en vingt ans dans le monde, pulvérisant tous les records depuis deux siècles de capitalisme. La quantité de richesse en circulation en France, évaluée en Produit Intérieur Brut a doublé entre 1983 et 2000. Si tout le monde n'en profite pas de la même façon, c'est que la richesse ne fait pas défaut mais que sa répartition fait problème. C'est donc d'une crise politique dont il s'agit, et non d'une crise économique !

La "transformation sociale" renvoie à la question de l'inégalité et à celle des "hiérarchies". Cette société a redéployé, depuis le milieu des années soixante-dix, de l'inégalité en même temps que de la richesse. Parler de "transformation sociale", obligé d'imaginer ce qui enrayer la production des inégalités dans les rapports sociaux, au travail ou dans le fonctionnement des institutions, et pas seulement ce qui les compense ou qui les répare. Si la réparation sociale entend être utile aux victimes, la transformation sociale suppose d'interroger ce qui fabrique des victimes. L'éducation populaire consiste alors à éclairer idéologiquement, culturellement, la façon dont l'inégalité se produit et se "reproduit". Or, elle se reproduit, notamment

dans la quasi-totalité des politiques publiques parce que celles-ci sont actuellement des politiques publiques qui accompagnent un mode de développement (le libéralisme), inégalitaire, en essayant de le compenser, de réparer un peu de ses dégâts mais en ne le remettant pas en question. Il s'agit de discuter publiquement du sens, de la signification de ces politiques publiques. Nous devons reconquérir le droit d'appeler un chat un chat : le droit à l'idéologie, c'est-à-dire aux façons de nous représenter la société et d'en nommer les problèmes et les perspectives pour éclairer notre ambition de transformation sociale vers plus d'égalité.

La grande foutaise de la culture

Nous avons été formés à penser qu'il y a des biens culturels, des marchandises culturelles, utiles pour progresser dans l'échelle sociale et compenser l'inégalité. Et nous sommes persuadés que si on distribue cette marchandise culturelle, sous forme de savoirs, d'apprentissages, de possibilités de faire du théâtre ou de la danse, il va compenser de l'inégalité et qu'il suffit, somme toute, de démocratiser cette culture.

Depuis 1973, nous ne sommes plus certains que notre situation sera meilleure à la fin de notre vie qu'au début ni que nos enfants auront une meilleure situation que la nôtre. Si l'ancienne éducation populaire continue de croire qu'en diffusant de la culture et en épanouissant les gens dans un cadre collectif et associatif sur le temps de loisirs cela améliore cette société et cela fait de la transformation sociale, nous disons que c'est tout simplement faux et qu'il est temps de se poser la question de savoir ce qui pourrait avoir un effet de transformation sociale. L'inégalité se fabrique dans les rapports de travail, dans l'économie, et dans les dispositifs publics qui nous font avaler la pilule (RMI, Insertion, politique de la Ville, de la jeunesse, etc.) : De quelle façon notre action culturelle interroge-t-elle les nouveaux rapports de travail ? interroge-t-elle l'économie ? interroge-t-elle le massacre des personnes dans les dispositifs d'insertion ? interroge-t-elle le mensonge de la décentralisation (toujours moins de démocratie) ?

Si nous ne dénonçons pas le mensonge de ces institutions, qui le fera ? Qui parlera publiquement de la façon dont fonctionnent les

institutions publiques. Qui est prêt, dans sa commune, à provoquer un débat sur les stratégies de dérogation à la carte scolaire de l'Éducation nationale. Quand dénonçons-nous l'imbécillité des programmes scolaires, principal facteur qui reproduit l'inégalité ? Comment donnons-nous la parole à ceux qui travaillent dans des missions locales pour l'emploi et qui savent que depuis vingt ans elles n'ont en rien amélioré le drame de l'emploi et de la modification du rapport salarial. Personne ne transforme cette souffrance en objet politique.

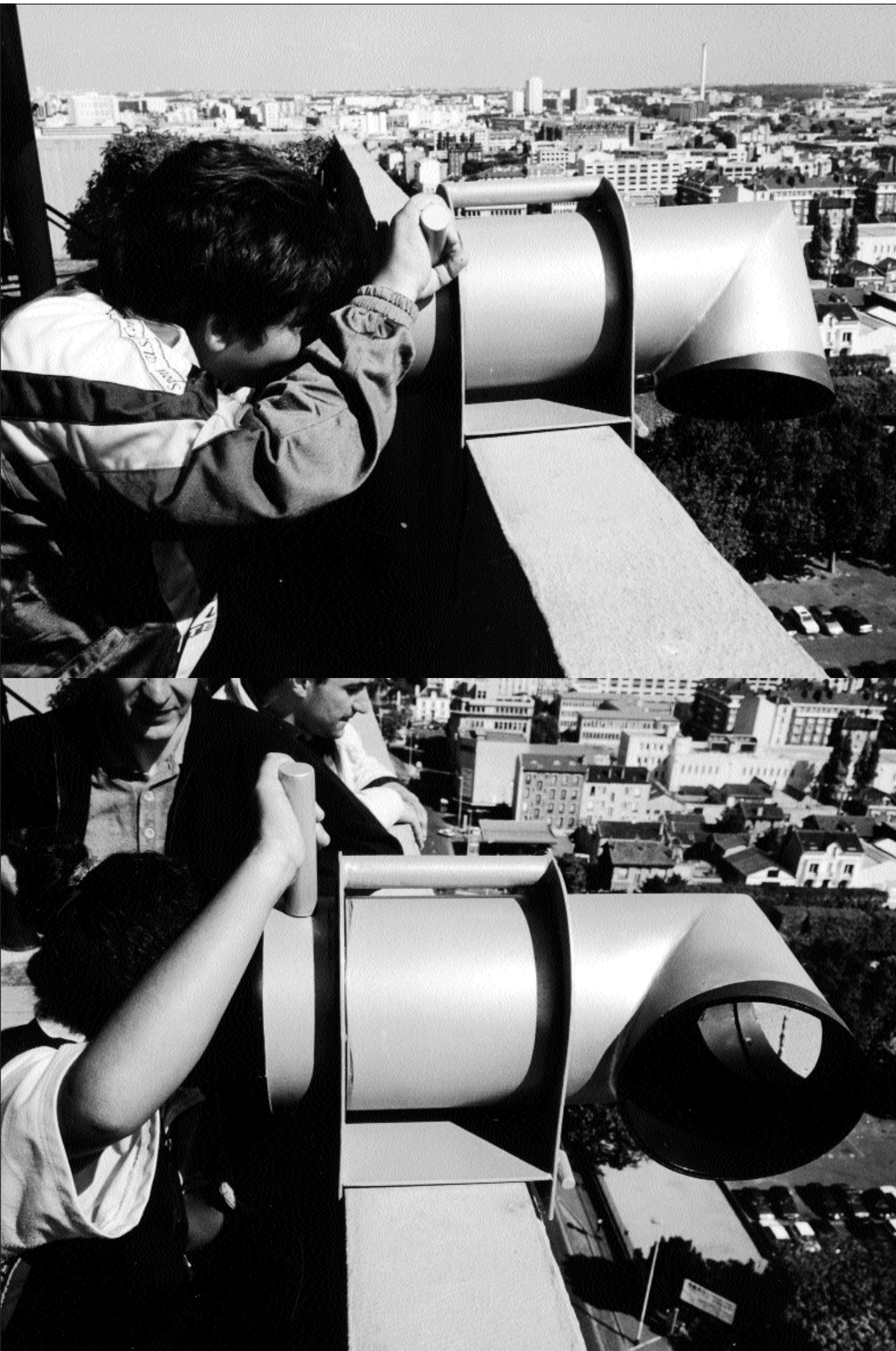
On ne fait partie d'une société que lorsqu'on a la possibilité de la critiquer. « *Est citoyen celui dont la volonté produit du droit* ». Cela veut dire que la question de la transformation sociale est d'éclairer culturellement et idéologiquement le fonctionnement des institutions pour qu'elles fonctionnent différemment : Passer de l'insertion à l'intégration critique, cela veut dire proposer à des jeunes, non pas d'aller travailler à la caisse chez Carrefour, mais d'avoir la possibilité de témoigner de la politique d'exclusion des femmes du marché de l'emploi sur le bassin local. Cela passe par le travail du témoignage : pas de donner des cours mais de donner la parole à des gens pour que ce qu'ils disent de leur rapport aux institutions – parce que leur rapport à la société passe par un rapport aux institutions –, devienne de l'analyse politique. Demander à des élèves ce qu'ils vivent à l'École, demander à des jeunes en insertion ce qu'ils vivent à la PAIO, demander à des agents d'accueil de Mission locale ce qu'ils vivent dans leur travail.

Ce travail de la culture dans la transformation sociale, c'est ce qui attend la vie associative en France. La "société civile" peut devenir politique si elle fait usage de la liberté dont elle dispose : non pas pour relayer à moindre coût les politiques d'État et faire tourner un marché du social, non pas pour atténuer les effets sociaux de la violence économique, mais pour porter une capacité de parole politique dans l'espace public. **Non pas seulement d'être utile aux dominés, mais d'être nuisible aux dominants : programme infiniment plus enthousiasmant !**

Londeleau, septembre 2001.

IVRY-SUR-SEINE, 19 SEPTEMBRE 1999 - Depuis 1994, l'Observatoire de la Ville est une terrasse aménagée au sommet d'une tour d'Ivry-sur-Seine. Avec l'OPHLM, ce lieu est mis à la disposition des enfants des écoles primaires. Ils appréhendent la ville comme unité de construction à taille humaine et apprennent à en déchiffrer l'organisation, l'histoire physique et sociale. Les habitants (facteurs, boulangers, élus, médecins, artistes, retraités, mères de famille, architectes, etc.) les accompagnent dans ces lectures du paysage urbain.

photo Gilles Paté





NE PAS PLIER